

La qualité passe par











#### L'essentiel



Depuis plus de 40 ans, Rungis mène un combat quotidien: celui de la qualité et de la fraîcheur, dont 18 millions de consommateurs profitent tous les jours chez leurs commerçants de quartier ou au restaurant. Chaque matin, ce sont plus de 30 000 professionnels qui franchissent les portes du Marché pour l'approvisionner, y faire leurs achats ou encore venir y travailler.

# de la qualité



## Le message des présidents

Nous poursuivous nos investissements avec détermination. Il

Marc Spielrein
Président de la SEMMARIS



#### Comment la conjoncture économique de l'année 2009 a-t-elle influencé l'activité du Marché de Rungis?

La situation économique a été particulièrement complexe cette année. Nous avons pu constater un ralentissement des exportations au premier semestre, mais celles-ci ont commencé à se rétablir depuis. De même, la restauration commerciale, alors qu'elle était en difficulté, a pu utiliser la baisse de la TVA pour renforcer la trésorerie de ses établissements et rendre plus performante leur politique salariale. Par ailleurs, les marchés de détail ont connu un réel dynamisme, même si le froid de fin d'année les a pénalisés. L'activité du mois de décembre 2009 s'est révélée meilleure encore que celle de décembre 2008. Mais il ne faut pas oublier la baisse des prix des produits agricoles, qui a eu un impact sur le chiffre d'affaires de nombreuses entreprises des filières agroalimentaires.

## Comment se positionne le Marché dans ce contexte?

En réalité, la conjoncture conforte nos investissements axés sur la qualité, la diversité et la sécurité de l'offre. La fréquentation globale du Marché s'est avérée stable sur l'ensemble de l'année: une baisse infime de la fréquentation de 0,5 % pour être précis, à croiser avec un effet calendaire défavorable, 2008 ayant été une année bissextile. Mais nous avons surtout enregistré, en 2009, une hausse de 8,8 % des nouveaux acheteurs: ils ont été, cette année, près de 4 000 à s'inscrire, dont 900 venant de province.

Enfin, notre part de marché a été raffermie par l'amplification du rôle de plateforme internationale d'échanges que représente aujourd'hui Rungis, ainsi que par le développement des flux avec les autres régions de France. Reste que notre activité est fortement sensible aux phénomènes de récolte. Par ailleurs, sur le Marché, nous n'avons eu à déplorer ni une accélération des incidents d'entreprise, ni une dégradation de la situation de l'emploi.

## Quel bilan tirez-vous de l'action de la SEMMARIS en 2009?

Nous avons poursuivi nos investissements avec détermination. Le développement de nos actions internationales. en Chine notamment, est en train de porter ses fruits. Enfin, la célébration du quarantième anniversaire de l'arrivée du Marché sur le site de Rungis a été un événement très enrichissant et facteur de cohérence pour l'ensemble des opérateurs. La réunion de l'Union Mondiale des Marchés de Gros nous a permis d'établir la pertinence de nos missions, au-delà de nos différences de modes de fonctionnement. Il s'agit toujours de développer les meilleures pratiques en matière de distribution alimentaire dans les grandes agglomérations. Ces missions reposent sur un système d'échanges complexe, recourant à de multiples sources d'approvisionnement. C'est ce système qui fonde la légitimité et le savoir-faire de nos marchés de gros et donc de Rungis.

#### Christian Pépineau Président d'Unigros

#### **Comment les entreprises** de commerce de gros ont-elles vécu cette année 2009 sur le Marché de Rungis?

Malgré les fortes turbulences rencontrées cette année, le Marché a bien résisté. La baisse des volumes, ainsi que celle des prix moyens ont, certes, eu des répercussions sur son activité, mais celles-ci ont été contenues. Un point très important à souligner, c'est la stabilité de sa fréquentation. Elle est due, à mon avis, au fait que nous travaillons avec une clientèle de professionnels auxquels les consommateurs veulent faire confiance dans les périodes difficiles. De plus, la diversification de nos débouchés reste un atout. La restauration collective a compensé les difficultés de la restauration commerciale. Les commerçants détaillants sont appréciés pour la proximité qu'ils apportent. Et, pour ce qui est de l'exportation, nous avions déjà élargi notre potentiel à l'ensemble du grand marché européen, au sein duquel Rungis est devenu un hub incontournable. Quant à nos entreprises, ce sont des PME : leur avantage est de savoir s'adapter rapidement aux situations et elles sont parvenues à affronter ces réalités nouvelles. On peut seulement regretter une certaine frilosité des compagnies d'assurance-crédit dont la réaction, après la crise financière, a été un peu déconnectée de nos performances réelles, ce qui a constitué un frein à notre développement.

#### Outre leur capacité d'adaptation, quelles sont les ressources des entreprises de Rungis pour poursuivre ce développement?

Le Marché de Rungis est fort de ses projets pour l'avenir, à l'exemple de l'investissement réalisé pour le secteur volailles. Ils constituent des outils de conquête de marchés et d'essor à l'international. Il y a également le projet du Nutripôle, mené avec la Chambre de Commerce et d'Industrie, la SEMMARIS et les acteurs de la recherche. Il rencontre une volonté forte du ministère de l'Agriculture qui y voit une réponse à la crise de la production agricole. N'étant pas de simples distributeurs de produits, notre rôle de professionnels est de créer de nouvelles valeurs ajoutées en repositionnant les attentes des consommateurs au centre de notre action. Directement connecté au bassin de consommation de la capitale, associé avec les instituts de formation et les centres de recherche, ce projet favorisera la rencontre entre les chefs d'entreprise qui veulent innover, les chercheurs et nos collaborateurs de demain.

#### Comme représentant de ces entreprises, comment voyez-vous l'année 2010?

Nous avons connu un tel choc à la fin de l'année 2008 qu'il ne pouvait manquer d'engendrer des changements de comportement parmi les consommateurs. Ce choc a d'ailleurs été nettement moindre que dans d'autres secteurs. La reprise sera peut-être un peu plus lente que nous l'avons un temps espéré, mais comme chef d'entreprise, je suis confiant, forcément.



## Chiffres clés

Programme d'investissement de la SEMMARIS

21 millions d'euros

Occupation des surfaces louables

605 m<sup>2</sup> de locaux

soit 95,29 % de taux d'occupation

#### Chiffre d'affaires des entreprises du Marché

(en millions d'euros)



5 542 Grossistes 2 225 Autres activités

7767 M€ chiffre d'affaires 2008

estimation de la variation 2009/2008

#### Chiffre d'affaires des grossistes sur le Marché

(en millions d'euros)



2 454 Fruits et légumes 869 Produits laitiers, produits traiteur,

alimentation générale

1398 Produits carnés

607 Produits de la mer et d'eau douce 214 Horticulture et décoration

estimation de la variation 2009/2008

#### Effectifs employés sur le Marché



3 450 Fruits et légumes 1552

Produits laitiers. produits traiteur, alimentation générale

1514 Produits carnés

863 Produits de la mer et d'eau douce 498 Horticulture

et décoration

4 071 Autres activités

#### Nombre d'entreprises sur le Marché



347 Fruits et légumes

110 Produits laitiers, produits traiteur, alimentation générale

85 Produits carnés

56 Produits de la mer et d'eau douce

188 Horticulture et décoration

413 Autres activités

#### Fréquentation globale du Marché

## 6 585 809 entrées

soit -0,5% par rapport à 2008

Arrivages sur le marché physique

## 1462191 tonnes de produits alimentaires

soit - 0,9 % par rapport à 2008

Nouveaux acheteurs

## 3 978 créations de cartes

soit + 8,8 % par rapport à 2008

#### Chiffre d'affaires des autres activités sur le Marché

(en millions d'euros)



1 288 Courtiers et sociétés d'import-export

550 Transports

355 Activités diverses et services

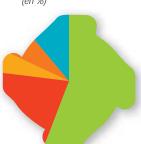
32 Producteurs

2 225 M€

-1,/%

estimation de la variation 2009/2008

#### Répartition des arrivages de produits alimentaires sur le marché physique (en %)



56 Fruits et légumes

21 Produits carnés

5 Produits laitiers

7 Produits traiteur, alimentation générale

11 Produits de la mer et d'eau douce

#### Fréquentation des acheteurs

	2009	Variation 2009/2008
Commerces de détail en magasin	663 953	-2,6%
Commerces de détail sur marché	347 037	+0,4%
Commerces de gros	86 927	+2,0%
Restauration	58 131	-4,3%
Divers	50 426	+1,0%
Total	1 206 474	-1,4%

#### **Arrivages**

(en tonnes)

	2009	Variation 2009/2008
Fruits et légumes	823 585	- 3,5%
Produits carnés	301 653	-3,6%
Produits laitiers et avicoles	67 865	+2,1%
Produits traiteur et d'alimentation générale	100 016	-0,3%
Produits de la mer et d'eau douce	169 072	+ 19,3%
Total	1 462 191	-0,9%
Fleurs coupées (en milliers de tiges)	199 066	+0,6%
Plantes en pot (en milliers de pots)	18 482	+11,3%

**NDLR :** les arrivages en tonnes évoqués dans ce rapport, ainsi que leurs évolutions par rapport à l'année précédente, sont ceux du Marché physique de Rungis. Ils intègrent des volumes déclarés par les grossistes et les producteurs sur carreau, mais ne prennent pas en compte les activités logistiques en entrepôts. Ces dernières sont estimées à hauteur de 40 % des arrivages globaux du MIN.

# Les temps forts 2009



Janvier

#### **Edition Spéciale**

sur Rungis publiée dans Mon Quotidien, distribuée à plus de 400 000 élèves de CM1-CM2 franciliens.



#### Rungis expose au SIRHA

et promeut son offre auprès des détaillants, grossistes et restaurateurs de province.





#### Distribution des macarons 2009

«Vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis» à près de 35 000 clients du Marché.

## Février

Rungis soutient les défis de l'innovation des détaillants fruits et légumes au Salon de l'Agriculture.





## Mars

Le 3 mars, date anniversaire, Rungis célèbre 40 ans de Capitale mondiale du Frais.



Visite du Premier ministre François Fillon.



La matinale d'Europe 1 En direct du pavillon de la volaille, Marc-Olivier Fogiel reçoit le Premier ministre, Marc Veyrat, Eric Fréchon, Jean-Luc Petitrenaud... dans sa matinale, sur Europe 1.



#### Dîner de **Gala**

Point d'orgue d'une journée de festivités, le Crazy Horse donne une représentation unique à Rungis, au cours d'une soirée d'exception.

**Premier** Salon du point de vente fruits et légumes organisé par le CTIFL à Rungis.

#### Dans le cadre du 40<sup>e</sup> anniversaire du Marché,

le 24 mars, Michel Barnier préside les Assises Nationales de l'Agro-alimentaire à Rungis.

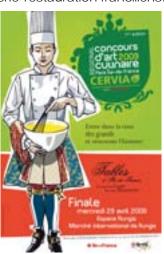


## Les temps forts 2009

Ausil

Rungis accueille la 1<sup>re</sup> édition du **Concours régional d'Art Culinaire** à destination des centres de formation d'apprentis et des lycées hôtellerie-restauration franciliens.







Mai

Traditionnelle **remise du muguet** à l'Élysée et à la Mairie de Paris.

40° anniversaire et promotion des ventes : les **Fêtes du Frais** battent leur plein dans les pavillons de Rungis.







L'exposition de Kate Barry «Les Gueules de Rungis» s'expose sur les murs du Marché.





1000 élèves de primaire d'lle-de-France découvrent Rungis au sein d'un parcours ludo-éducatif.

Octobre



Nouvelle opération de promotion des ventes réalisée avec la **Région** Bourgogne dans les pavillons.

Rungis accueille la Conférence d'automne de l'Union

Septembre

Mondiale des Marchés de Gros.

4<sup>e</sup> édition des Entretiens de Rungis portant sur l'avenir des marchés de gros.



Au Ritz, remise du prix littéraire 2009 de la Commanderie des Ambassadeurs **Gastronomes de Rungis** à Éric Ripert pour son ouvrage «On the line».



Novembre

Rungis expose au Salon de la restauration collective directe.

### Décembre

**Un mois** intense

pour le commerce et la couverture médiatique du Marché.

## Stratégie et Développement durable



La SEMMARIS poursuit sa politique d'investissement volontariste, source de compétitivité, d'attractivité et de sécurisation de l'ensemble des opérations sur un Marché qui ne cesse de s'internationaliser. Extension et modernisation des installations, exigences accrues en matière de propreté, contribution à l'emploi... Dans toutes ses initiatives, elle place le développement durable au cœur de son action.

# COC pour métier



## **Investissements**

# Une année importante pour le transport ferroviaire

2009 aura été marquée par l'achèvement du nouveau terminal ferroviaire et par le démarrage du chantier du futur pavillon de vente des grossistes en volailles.

Outre ces deux investissements majeurs, les travaux de rénovation du Marché se sont poursuivis à un rythme régulier.

La restructuration du terminal ferroviaire du Marché a pris fin en 2009, très exactement le 14 avril pour le premier quai et le 4 août pour le second. Et ceci, dans le respect du budget (19 millions d'euros, cofinancés par la région lle-de-France, le Conseil général du Val-de-Marne, la SNCF et la SEMMARIS).

Ce chantier a été réalisé dans le cadre d'une stratégie de sécurisation des approvisionnements du Marché, grâce à un mode de transport complémentaire du camion ou de l'avion. Ce sont ainsi près de 25 % des arrivages globaux du MIN en fruits et légumes qui y ont été déchargés sur l'année, ce nouvel outil permettant de doubler cette capacité à moyen terme pour atteindre 400 000 tonnes. Avec ses deux quais de 370 mètres de long et 10 mètres de large, permettant d'accueillir les trains dans leur intégralité, il est également plus performant, puisque le temps de transbordement a été ramené à 30 minutes

par train (permettant une mise en vente rapide), contre 2 h 30 auparavant du fait de quais plus petits, imposant de fragmenter le déchargement.

De plus, des modules réfrigérés installés directement sur les quais permettent un stockage immédiat des produits si nécessaire. Une solution flexible, puisque les deux opérateurs ont la possibilité d'en installer d'autres selon leurs besoins, une possibilité qui s'applique également aux quais niveleurs construits indépendamment de la structure en béton, ou encore aux bureaux.

Unique en Europe (seule ligne de fret ferroviaire sous température dirigée) et résolument responsable du point de vue environnemental, cette fonctionnalité structurante du Marché permettra en outre de saisir de futures opportunités telles que le transport combiné ou encore le fret à grande vitesse.



#### LA CONSTANTE ANTI-INCENDIE



La sécurité incendie est une priorité absolue dans tous les travaux menés sur le Marché de Rungis: qu'il s'agisse, pour l'année 2009, du terminal ferroviaire ou encore du bâtiment 19, tous les nouveaux équipements sont dotés de panneaux incombustibles, de coupe-feux, de dispositifs RIA, de systèmes de désenfumage ou, bien sûr, de sprinklers.



◆ Plus performant, plus sûr, le nouveau terminal ferroviaire du Marché est également plus soucieux de l'environnement. avec des voies désormais électrifiées.

#### Le chantier volailles démarre

Le chantier du bâtiment V2P, préparant le transfert du secteur des volailles, a été lancé au début du mois de septembre 2009. Il a commencé par une mise à nu des structures existantes. 18 millions d'euros seront consacrés à ce projet, qu'accompagneront des travaux sur la voirie attenante et les réseaux divers : eaux pluviales et eaux usées, quais et électricité, etc. Les travaux de gros œuvre ont débuté fin 2009 et devraient aboutir au mois de novembre 2010 afin que le pavillon puisse ouvrir ses portes début 2011, une fois les opérations d'aménagement réalisées par ses occupants.

Le premier objectif poursuivi est bien sûr la sécurité alimentaire et la mise en conformité avec la réglementation européenne, concernant, entre autres, le respect de la chaîne du froid (meilleure étanchéité à l'air du bâtiment notamment) et la nettoyabilité des surfaces. Il s'agit également d'améliorer l'attractivité commerciale du site : qualité d'exposition des marchandises par un bon éclairage, design architectural sobre et élégant, meilleur accueil et confort pour les acheteurs. A ce titre, les bureaux du secteur SEMMARIS dédié aux produits carnés vont déménager, pour être implantés au cœur de l'activité et au contact des usagers. Enfin, le troisième objectif de ces travaux est l'optimisation de la productivité, grâce à une meilleure organisation de l'espace, à la fluidification des opérations logistiques (installation de 34 quais niveleurs, de réserves attenantes aux magasins...) et à l'optimisation des tâches de man utention et de nettoyage. A noter enfin, une augmentation de cent places pour le stationnement des véhicules des acheteurs.

#### Réfection des péages et nouveaux entrepôts

L'importance de ces deux investissements (terminal ferroviaire et V2P) ne doit pas occulter les efforts accomplis par la SEMMARIS année après année pour renforcer la compétitivité du Marché et l'accueil des acheteurs. Ainsi, l'ensemble des péages du MIN va être totalement rénové. Premier d'entre eux, le péage E1, dit « porte de Chevilly-Larue » - le plus important du Marché puisqu'il est utilisé par les usagers en provenance de Paris par l'autoroute A6-, a bénéficié d'un budget de 900 000 euros. Au programme, changement d'auvent, amélioration de la signalétique, modifications des voies avec la création d'une voie spécialement conçue pour les deux-roues et d'une autre dédiée aux bus et aux convois spéciaux.

Au péage E2, dit « porte de Thiais », la SEMMARIS a par ailleurs mené des travaux d'aménagement et de viabilisation de terrain pour que puisse être installée une nouvelle station de lavage de poids lourds. Troisième station du Marché, elle intègre les réglementations les plus exigeantes en la matière (notamment pour l'intérieur des camions ayant transporté des produits d'origine animale) avec un système de retraitement des eaux de lavage, qui, avant d'être rejetées suivant les normes en vigueur pour les eaux usées, permet de les recycler pour les premiers lavages (le dernier rinçage étant toujours effectué avec de l'eau neuve).

La SEMMARIS a par ailleurs investi 2,5 millions d'euros dans l'entrepôt 19 pour rendre ses 2 500 mètres carrés de surface au sol accessibles des deux côtés, grâce à la reprise de terrains consacrés à une emprise SNCF. Objectif: fournir un entrepôt sous froid à un client unique spécialisé dans les fruits exotiques. Des travaux préparatoires ont aussi été lancés pour permettre l'arrivée de la nouvelle ligne de tramway, prolongeant l'extension de la ligne 7 du métro, avec le déplacement du petit péage EE1. L'année 2010 comportera aussi son lot de chantiers. Outre la poursuite du V2P, d'autres projets sont prévus, par exemple dans la zone Delta pour y installer un nouvel entrepôt sous température dirigée.

En 2009, le péage E1, principal accès du Marché, a accueilli près de 2.2 millions de véhicules, dont 41 % de poids lourds.



## **Maintenance**

## La propreté, une priorité renforcée

Le développement durable s'applique à toutes les opérations de maintenance du MIN de Rungis: valorisation des déchets, économies d'énergie, traitement des eaux... Pour le plus grand marché de produits alimentaires frais au monde, la propreté est de loin l'enjeu le plus crucial.

Depuis les Halles de Paris, il était de tradition dans les marchés de gros de jeter tout bonnement les déchets sur la chaussée. En 2008, 15 000 tonnes de déchets ont encore été ramassées au sol, soit près d'un tiers des déchets générés par l'activité du MIN. C'est ainsi qu'avec 10 millions d'euros par an, la propreté constitue le premier poste de dépenses de la SEMMARIS, une nécessité absolue pour la capitale mondiale du frais! Après consultations, trois prestataires ont été choisis en avril 2009 pour mener à bien les trois grandes opérations de propreté inhérentes à l'activité d'un marché comme Rungis: le nettoyage intérieur des bâtiments, le nettoiement extérieur du site, la collecte et le recyclage des déchets.

#### Des déchets de mieux en mieux traités

Ce dernier axe est devenu prioritaire avec la mise à disposition de bacs spécifiques pour le tri et la valorisation. Cette containérisation a été renforcée par la distribution de 1 600 bacs roulants suivant deux couleurs: vert pour les déchets valorisables, gris pour ceux destinés à l'incinération. Ils doivent être destinés à la quinzaine de compacteurs collectifs répartis sur l'ensemble du site dans des locaux appropriés et dont les horaires d'ouverture ont été étendus. Parallèlement, une nouvelle déchèterie a été ouverte au mois de septembre 2009 dans le prolongement du point E (le centre de recyclage

des emballages): elle peut recevoir les produits en polystyrène, les déchets végétaux ou le petit mobilier de bureau, ainsi que les archives papier...

La valorisation concerne déjà plus des trois quarts des déchets engendrés par l'activité du Marché. Qu'il s'agisse de carton ou de bois, par exemple, 60% des déchets apportés au Point E font l'objet d'une valorisation matière, c'est-à-dire d'un recyclage. Le reste est valorisé, soit de façon énergétique par l'usine d'incinération implantée sur le MIN, soit en compost. Le centre de Claye-Souilly a ainsi reçu 9 000 tonnes de fruits et légumes non commercialisables en 2009, contre un peu moins de 7 400 tonnes en 2008.

Mais, les déchets ne sont pas le seul enjeu environnemental auquel doit faire face le Marché de Rungis. Ainsi, le contrôle des rejets d'eaux usées est devenu une obligation. 35 conventions de rejet ont été rédigées avec les établissements dont l'activité a un fort potentiel de risque polluant, les obligeant à respecter les normes et les obligations de contrôle régulier. Cette mesure se poursuivra en 2010. De plus, mise en place en 2007, la collecte des huiles alimentaires touche 80% du Marché et atteindra les 100% en 2010.

#### Des économies d'énergie

Autre enjeu: l'énergie. Cette année, la modernisation de certains postes électriques a été réalisée dans le cadre du renouvellement des installations, notamment deux postes à haute tension et un groupe électrogène. A noter que ce remplacement progressif des équipements – ceux qui remontent à l'origine du Marché le sont désormais quasiment intégralement – s'effectue également dans le but de les harmoniser, dans un souci de fiabilité et d'efficacité de maintenance. Par ailleurs, de nouvelles actions d'économies énergétiques sont à l'étude afin, notamment, de réduire le poste éclairage qui représente le tiers de la consommation électrique du Marché.





▲ Rungis satisfait 95 % de ses besoins en chaleur grâce à son usine d'incinération des déchets installée sur le site.



Avec son système de reprise des emballages, 70 000 tonnes de déchets sont traitées et valorisées chaque année.



▲ 1 600 bacs ont été distribués en 2009 aux entreprises du Marché pour améliorer le traitement des déchets.

Outre l'électricité, le MIN est par nature un site consommateur de chaleur et de froid. Des études de faisabilité ont été réalisées en 2009 pour améliorer les conditions de fonctionnement des installations frigorifiques. Leur consommation énergétique pourrait en effet être diminuée par une optimisation des plages horaires en corrélation avec l'activité réelle des opérateurs et la mise en adéquation des puissances installées par rapport aux besoins réels.

Par ailleurs, 30 % des installations de froid fonctionnant au fluide frigorigène «R22» ont été rénovés ou remplacés en 2009 dans le cadre de l'évolution des réglementations environnementales (protocoles de Montréal et de Kyoto). La part des installations traitées sera portée à 70% en 2010.

Côté chaleur, le réseau de distribution s'étend sur 60 kilomètres de tuyauterie dont le remplacement s'effectue progressivement, afin de fiabiliser l'installation en limitant les risques de fuites.

Parallèlement, la SEMMARIS a procédé au remplacement du système d'adoucissement d'eau de la chaufferie, permettant de garantir la pérennité de l'installation.

#### Favoriser la lutte contre l'incendie

Enfin, l'intégralité du site est également soumise à des impératifs de sécurité, au premier rang desquels la prévention et la lutte contre l'incendie. Le dispositif de détection incendie a été optimisé, permettant de réduire considérablement les interventions dont le nombre est passé de 1 153 en 2005 à 586 en 2009. Outre l'interdiction de fumer dans les bâtiments, qui permet de réduire leur encrassement, les 6 500 têtes de détection ont été intégralement reconditionnées à la fin de l'année, leur emplacement a éventuellement été amélioré et leur maintenance est désormais permanente sur le site, grâce à une personne dédiée. Au final, la diminution des alertes non justifiées rend les installations de détection incendie beaucoup plus performantes.

# focus

Le service hivernal comprend un plan neige et verglas qui définit, parmi les 232 hectares du MIN, deux circuits prioritaires représentant 60 kilomètres de voirie. Grâce à un suivi météo réalisé trois fois par jour, un épandage de saumure contenant 21 % de sel (à la fois plus efficace et plus

respectueux de l'environnement) peut y être effectué de manière préventive. Ce dispositif est renforcé par la mise à disposition des usagers de 80 bacs à sel répartis sur le MIN permettant à chacun de faire des traitements d'appoint si nécessaire.



## Ressources humaines

## Le Point Emploi sur les rails

Avec 12 000 salariés sur le MIN, Rungis constitue un important vivier d'emplois. Pour aider les opérateurs du Marché dans leurs besoins en compétences, le Point Emploi a démarré son activité en 2009. Avec une priorité première, les recrutements, tout en tenant compte des enjeux qui y sont liés, à commencer par la formation.

Imaginé en 2008 pour soutenir l'activité du Marché de Rungis en y favorisant les recrutements, le Point Emploi est opérationnel depuis le mois de février 2009 et a été inauguré officiellement le 7 avril. L'État (via la sous-préfecture et la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle), la région Ile-de-France et le Conseil général du Val-de-Marne sont également porteurs de ce projet et participent à son financement. Sans oublier les partenaires opérationnels, comme Unigros, et les organisations professionnelles représentant les entreprises du marché, Pôle Emploi (issu de la fusion de l'ANPE et des Assédic), les organismes de formation...

#### Adapter les candidatures aux besoins

Le principe opérationnel du Point Emploi est de partir des besoins des entreprises du Marché afin d'y répondre en leur proposant les candidats les plus adaptés. Son but est de pré-sélectionner les compétences en fonction des critères propres aux métiers proposés par les opérateurs, tout en assurant un suivi une fois l'embauche réalisée. Une nécessité face à des conditions de travail sur le MIN qui peuvent être considérées comme difficiles (horaires de nuit, travail sous froid...), mais qui offrent également de réelles opportunités de promotion professionnelle.

Pour cela, le Point Emploi collecte les offres d'emploi ainsi que les candidatures et facilite la mise en relation entre les premières et les secondes. Concrètement, ses bureaux sont ouverts au public tous les matins, ou l'après-midi sur rendez-vous, et ses collaborateurs peuvent également intervenir directement dans les entreprises. Et, au mois d'octobre 2009, le Point Emploi s'est également doté d'un dispositif en ligne, baptisé «Oser Rungis», afin de favoriser les contacts par le Web: dépôt de profils dans une base pour les demandeurs, candidatures sélectionnées par le Point Emploi pour les entreprises en fonction de leurs offres, etc.

Afin de relayer les besoins et de détecter les candidatures potentielles, un réseau de partenaires a été tissé dans le Val-de-Marne et les départements limitrophes, avec les associations, les opérateurs privés de placement, les missions locales...

L'équipe du Point Emploi bénéficie de l'appui d'un site Internet centralisant l'offre et la demande: www.oser-rungis.fr





Avec son antenne sur le MIN, l'AFT-IFTIM dispose d'un environnement idéal pour former les personnels des métiers des transports et de la logistique.



▲ Le camion Patrimoine et Terroirs a pour « port d'attache » le Marché de Rungis.



▲ Au mois de juin, le 24° concours du Meilleur Apprenti de France poissonnier-écailler s'est déroulé dans les locaux rungissois du CFA.

Ainsi, et après un peu moins d'une année de fonctionnement (de mars à décembre 2009), le Point Emploi a touché un millier de demandeurs d'emploi. La moitié a déposé un curriculum vitæ sur son portail Internet et une trentaine d'entre eux ont été reçus chaque semaine. Réciproquement, le Point Emploi a reçu 95 propositions de postes, dont 70 ont abouti à une embauche.

La plupart des métiers exercés sur le Marché sont concernés: caissières facturières notamment, mais aussi préparateurs de commande, commis, vendeurs... Le suivi des recrutements se déclenche généralement à l'issue de la période d'essai, celui-ci étant facilité par le fait qu'assez souvent, les entreprises deviennent fidèles à ce service et sollicitent le Point Emploi plusieurs fois dans l'année.

#### Pérenniser les compétences

Si le Point Emploi axe ses actions sur la priorité de l'emploi et du recrutement, sa vocation est d'intégrer progressivement les problématiques de la formation, et plus généralement de la pérennisation des compétences sur le site de Rungis.

Déjà, une action de formation commune a été entreprise avec l'Ifocop (l'Institut de Formation Commerciale Permanente, qui dispose d'un centre

sur le Marché depuis 1970) sur le métier de commis-vendeur. Facilitant notamment l'accès au stage en entreprises de demandeurs d'emploi de longue durée, ce partenariat préfigure sans doute des collaborations à venir. D'autant qu'outre l'Ifocop, d'autres organismes de formation, comme le CFA Poissonnerie, Patrimoine et Terroirs ou encore l'AFT-IFTIM, sont implantés sur le site.

#### Un service RH pour les petites entreprises

Le Point Emploi héberge un service partenaire, porté par le Comité de Bassin d'Emploi, à destination des PME de moins de dix salariés. Gratuit, il conseille leurs chefs d'entreprise sur les questions administratives (allègements de charges par exemple), de recrutement, de fidélisation des salariés, de gestion prévisionnelle des emplois, de formation professionnelle, voire sur la conduite à tenir en cas de difficultés. Constituant une « Plateforme de service de ressources humaines» pour ces entreprises, ce service intervient également auprès des salariés: il peut les aider en matière d'évolution professionnelle et de bilan de compétences, les informer sur les dispositifs de formation professionnelle (congés individuels de formation notamment) ou de validation des acquis par l'expérience ainsi qu'orienter leurs recherches de formations ou de prestataires...

## OCUS

L'insertion sociale est au cœur des épiceries solidaires dont les quatrièmes rencontres se sont tenues à Rungis, les 8 et 9 octobre 2009. Elles étaient organisées par l'ANDES (Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires), qui dispose

d'une structure sur le MIN récupérant les fruits et légumes invendus du marché. Ce sont ainsi 14 salariés qui bénéficient d'un programme de réinsertion pour personnes éloignées du marché de l'emploi.



## **International**

## La Chine accueille Rungis

Rungis, c'est bien sûr un marché, mais c'est aussi un **savoir-faire**, **qui s'exporte** depuis 40 ans. En 2009, Rungis Consultant, département spécialisé, a poursuivi ses travaux de conseil et d'expertise, principalement en Chine.

La Chine représente en effet plus de 70 % de l'activité internationale de la SEMMARIS confiée à Rungis Consultant. Objectifs: capitaliser sur l'expérience de Rungis pour apporter aux clients une prestation de conseil complète, des études de faisabilité à l'exploitation, en passant par la construction de marchés de gros.

En 2009, le plus important chantier a été consacré à la coopération entre la SEMMARIS et SZAP (Shenzhen Agricultural Products Company), leader de l'exploitation de marchés de gros en Chine. Ce partenariat devrait notamment prendre en charge l'exploitation de trois marchés de gros:

Nanning, dans le sud du pays, pourra notamment développer des échanges avec le Vietnam.

Le plan-masse de ce site de 42 hectares a été finalisé, permettant le démarrage d'une première tranche de travaux dont l'ouverture est programmée pour la fin de l'année 2010.

**Tianjin**, le cinquième port au monde, situé à 120 kilomètres au sud-est de Pékin, constituera un projet plus important encore, couvrant 200 hectares environ. Sa localisation, son programme général et son plan-masse ont été définis et l'heure est désormais à la finalisation du modèle économique et à la constitution des sociétés d'investissement et d'aménagement.

Changsha, la ville de Mao Tsé-Toung, au centre de la partie occidentale de la Chine, devrait accueillir un marché de 100 hectares, représentant près du tiers d'une gigantesque plateforme logistique agroalimentaire.

D'autres études sont lancées sur plusieurs villes chinoises ainsi que dans d'autres pays:

En **Ukraine**, après des missions d'étude menées à Odessa et à Kiev, une seconde mission a permis, fin 2009, d'évaluer un terrain de 170 hectares à 30 kilomètres à l'ouest de Kiev.

En **Russie**, une nouvelle mission a commencé pour la restructuration d'une plateforme logistique agroalimentaire existante de 20 hectares à Moscou.

#### LES 4<sup>ES</sup> ENTRETIENS DE RUNGIS AU CŒUR DU CONGRÈS MONDIAL DES MARCHÉS DE GROS

Rungis accueillait en 2009 le Congrès de l'Union Mondiale des Marchés de Gros (WUWM). Pour son quarantième anniversaire, la SEMMARIS avait choisi d'y faire coïncider la quatrième édition des Entretiens de Rungis consacrés à la question stratégique: « Quel avenir pour les marchés de gros? ». 250 participants, dont 170 congressistes venus des cinq continents, ont assisté à une journée de tables rondes dont le fil rouge reposait sur une étude menée par HEC Junior Conseil sur 3 pays: la France, l'Angleterre et l'Espagne. Quatre grands thèmes ont fait l'objet d'échanges: les enjeux des nouvelles formes de distribution, la logistique durable, les relations grossistes-amont et les stratégies de marques.



▲ Plan-masse du Marché de Nanning, l'un des principaux projets de Rungis Consultant en 2009.

## Marketing et Communication

## 40 ans, une fête et un tremplin

Développer une vision pour l'avenir, soutenir la promotion des ventes des opérateurs du Marché, favoriser la cohésion entre eux et avec les autres usagers du MIN: les différentes actions de marketing et communication menées par la SEMMARIS en 2009 ont principalement visé à répondre à ces trois enjeux majeurs. Avec, en fil rouge fédérateur, la célébration du quarantième anniversaire tout au long de l'année.

En 2009 – est-il nécessaire de le repréciser? – le MIN a fêté les 40 ans du transfert des Halles de Paris à Rungis. La SEMMARIS et les instances représentant les professionnels du Marché ont voulu en faire un évènement dynamisant et mobilisateur, autour d'un message volontariste, avec une charte graphique très colorée lancée en pleine grisaille ambiante. Car il ne s'agissait pas de célébrer un énième anniversaire, mais plutôt de profiter d'une occasion unique de rendre beaucoup plus visible le Marché, sous la signature événementielle: «Rungis, Capitale mondiale du Frais». Pari tenu.

#### Nombreuses retombées médiatiques et notoriété renforcée

Les multiples opérations placées sous la bannière des « 40 ans » ont tout d'abord, bien sûr, favorisé la présence de Rungis dans les médias. Parmi les temps forts de l'année, la journée du 3 mars a été particulièrement riche médiatiquement : ouverture du journal télévisé de 20 heures sur TF1, dossier dans le «20 heures» de France 2, plateau en direct du pavillon de la volaille pour la matinale d'Europe 1 avec la participation du Premier ministre François Fillon, plateau itinérant pour France Bleu et i-télé... Plus de 250 retombées ont été recensées ce jour-là sur plus de 110 supports différents. Et sur l'ensemble de l'année 2009, le Marché de Rungis a fait l'objet de plus de 3 200 retombées médias, dont 700 furent dédiées aux « 40 ans ».



Conséquence positive, l'impact de ces célébrations liées à l'anniversaire s'est clairement fait ressentir sur l'image et la notoriété de Rungis. Une enquête menée par TNS Sofres au mois de mai donnait au Marché une notoriété de 82% auprès de l'ensemble des Français (soit 4 points de plus par rapport à 2001), notoriété qui passe à 95 % auprès des seuls franciliens (6 points de plus). 79% des Français ont une bonne image de Rungis (seuls 3% en déclarant une « pas très bonne », le solde étant sans opinion), y associant la variété des produits (pour 85%), la qualité des produits frais (pour 79%) ou le respect des normes d'hygiène ou de sécurité (pour 72%). Ils sont par ailleurs 65% à trouver pertinente la signature « Capitale mondiale du Frais ».

#### Les ambassadeurs de la qualité

Les macarons «Vous aimez la qualité, je me fournis à Rungis», que peuvent afficher les commerçants ou restaurateurs sur leurs devantures, sont considérés par plus des deux tiers des consommateurs comme correspondant à l'idée qu'ils se font du Marché. Et pour plus de la moitié d'entre eux, l'autocollant incite à fréquenter l'établissement qui l'appose.

En 2009, il en a été distribué 35 000 exemplaires auprès des clients du Marché, suivant six déclinaisons sectorielles. A ce sujet, un concours Macaron 2009 a été organisé, les invitant à envoyer une photo de leur vitrine avec le macaron dessus. Un réel succès.

#### Capitaliser sur les consommateurs de demain et former les futurs clients du Marché

Dans le registre éducatif, une exposition a été aménagée dans le hall de la tour Rungis afin d'offrir un parcours pédagogique aux visiteurs et tout particulièrement aux plus jeunes. Ils ont pu découvrir l'histoire des Halles et la réalité actuelle du Marché, les produits alimentaires qu'il permet aux franciliens de consommer, les métiers et les techniques mis en œuvre pour leur fournir fraîcheur et sécurité.

Un numéro spécial de *Mon Quotidien* a été consacré au Marché et diffusé à 14 500 classes franciliennes de CM1 et CM2, soit plus de 400 000 enfants.

Doté d'un concours, ce supplément a permis à 37 classes d'lle-de-France d'être reçues à Rungis pour une visite privilégiée. En mai et juin, ce sont donc plus de 1 000 écoliers qui ont découvert une cave à fromages et un pavillon du secteur fruits et légumes, dégusté des produits frais et assisté à la projection d'un film d'animation jouxtant l'exposition ludo-éducative à la Tour Rungis. Cette opération s'est intégrée au programme Rungis Education, contribuant à véhiculer l'image du Marché et à nourrir sa notoriété

auprès des plus jeunes, qui sont les consommateurs de demain. Rungis Education mène également des opérations ciblées sur les futurs professionnels dont elle reçoit chaque année près de 8 000 élèves en formation. D'ailleurs, Rungis Education a lancé son troisième programme pédagogique consacré cette fois à la mercatique et à la promotion des ventes, mis en ligne sur le site web de Rungis et réservé aux 1 500 enseignants abonnés.

De même, le premier concours régional d'art culinaire de Paris-lle-de-France a été organisé avec le Cervia, mettant en lice CFA et lycées hôteliers de la région pour une finale qui s'est déroulée le 29 avril sur le Marché. Enfin, une nouvelle promotion de 25 enseignants professionnels a été reçue pour une semaine de formation en partenariat avec l'Education Nationale.

#### Marketing direct et conquête de nouveaux clients...

Parallèlement, la SEMMARIS a amplifié ses opérations de recrutement de nouveaux acheteurs. Ces opérations visent les commerces de détail et établissements de restauration nouvellement créés pendant l'année, en lle-de-France et départements limitrophes. Des milliers de courriers ont été envoyés en 2009, avec un taux de transformation très au-dessus de la moyenne pour ce type d'action.



▲ Le film d'animation du programme Rungis Education a reçu un excellent accueil auprès des 1000 élèves franciliens venus visiter le Marché au printemps.



## PUNGIS ACCUEII



Rungis Accueil a particulièrement gâté les acheteurs avec quatre campagnes de distribution de cadeaux.

Tout au long de l'année ont ainsi été distribués tire-bouchons, carnets, calculatrices et thermos aux couleurs des 40 ans du Marché. Pour l'occasion, la SEMMARIS avait également décliné une collection d'objets collector pour ses partenaires et parties prenantes institutionnelles, mais également ses salariés: tabliers, parapluies, cravates...



▲ Mailing envoyé aux clients et prospects pour la Fête du Frais des produits laitiers.



▲ Parcours ludo-éducatif au rez-de-chaussée de la Tour Rungis.

#### UNE FÊTE PARTAGÉE PAR TOUS

Pour clôturer un programme particulièrement dense entamé par la visite du Premier ministre François Fillon, la journée du 3 mars s'est terminée par une soirée de gala d'exception avec une revue unique du Crazy Horse à Rungis aux couleurs des 40 ans, un spectacle inoubliable... La fête ne s'est pas arrêtée là puisque, outre les Fêtes du Frais du printemps, le relais était assuré sur les murs

du Marché, au mois de juin, qui se paraient alors pour tout l'été de 40 portraits grand format réalisés par la photographe Kate Barry mettant en scène des « gueules » de Rungis, personnages charismatiques du quotidien, qui étaient bien entendu présents aux côtés de l'artiste lors du vernissage organisé au cœur du pavillon des fleurs.



■ Les bâtiments et panneaux d'affichage du Marché ont été décorés tout au long de l'année avec des affiches aux messages festifs et fédérateurs.

L'expo ▶ «Les Gueules de Rungis» a passé l'été sur les murs du Marché.



Ainsi, Rungis Accueil qui, comme son nom l'indique, reçoit les nouveaux acheteurs du Marché, a connu la plus forte progression de son activité depuis cinq ans, avec une hausse de près de 9% des nouveaux acheteurs. 76% proviennent d'Ile-de-France, 2% de l'étranger et 22% de province, ces derniers affichant une progression à deux chiffres.

Le corollaire indispensable de cette politique, c'est bien sûr la capacité du Marché et de ses opérateurs à adopter les comportements commerciaux propres à fidéliser ces nouveaux adeptes.

#### ... et actions sur le terrain

En 2009, la célébration des guarante ans est venue en renfort pour nourrir des opérations de promotion des ventes dans tous les secteurs d'activité du Marché.

De mars à juin, des «Fêtes du Frais» ont été organisées dans les pavillons, en partenariat avec Stratégie Gourmet. Les professionnels de province comme d'Ile-de-France y ont été conviés pour découvrir l'offre des grossistes du Marché, soutenue par des promotions, des jeux concours, des animations et une décoration des pavillons.

En amont, la SEMMARIS prenait en charge l'information des acheteurs et prospects, le tout avec un excellent taux de retour.

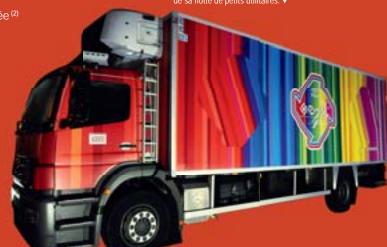
Toujours pour soutenir les efforts commerciaux des grossistes du Marché, un stand a été occupé pour la première fois au SIRHA à Lyon, le rendez-vous mondial de la restauration et de l'hôtellerie. Durant cinq jours, du 24 au 28 janvier, le Marché est allé à la rencontre des professionnels grâce à un emplacement stratégique à l'entrée du salon, distribuant 1200 « Qui fait quoi à Rungis », le guide des produits et services du Marché. Dans le même esprit, trois journées d'information ont été organisées avec le CTIFL à l'Espace Rungis. Du 16 au 18 mars, plus de 800 clients et prospects du Marché ont ainsi pu découvrir les «Solutions d'agencement des points de vente et marchés de fruits et légumes». Au programme: brumisation et nébulisation, éclairage, gestion du froid, étiquetage et affichage, terminaux de paiement, préparation des fruits et légumes...

Enfin, depuis trois ans, le service Rungis Accueil est habilité à collecter les titres-restaurants. Un service particulièrement apprécié des acheteurs qui peuvent ainsi profiter de leur visite pour déposer les titres qu'ils ont reçus de leurs consommateurs. Bref, autant de manifestations et de services qui multiplient les occasions de visite sur le Marché.

## Bilan d'une année de festivités... et d'une démarche marketing

- 700 articles de presse ou émissions de télé/radio ont parlé des « 40 ans » (1)
- 79% des Français ont une bonne image de Rungis (2)
- 65 % trouvent la signature « Capitale mondiale du Frais » justifiée (2)
- Un fichier d'acheteurs actifs en hausse de 2,7% (3)
- 24,3 % de progression sur l'année des créations de cartes d'acheteurs pour les clients de province (3)
- 50 % des acheteurs se servent de la marque Rungis dans leur propre communication (4)
- $\bullet$  En lle-de-France,  $30,\!3\,\%$  des prospects métiers de bouche en magasin sont devenus clients après réception des mailings  $^{(5)}$
- + 8,8 % de création de cartes d'acheteurs à Rungis Accueil (3)

du 40° anniversaire, le groupe Petit Forestier a spécialement décoré un véhicule pour l'occasion et apposé le macaror Capitale mondiale du Frais sur une partie de sa flotte de petits utilitaires. ▼



#### Nos métiers



Rungis est réputé pour la richesse de son offre produits. C'est un véritable hub concentrant les flux en provenance et à destination du monde entier. Au-delà du commerce de gros traditionnel, le Marché se distingue par une offre de services à forte valeur ajoutée. Sourcing, logistique, transformation, conditionnement : les opérateurs du MIN s'adaptent aux besoins de clientèles diverses en constante évolution.

# COC du service



## L'année des entreprises

## L'environnement s'impose sur le Marché

Signe des temps, deux éléments clés de la protection de l'environnement commencent à s'imposer sur le MIN de Rungis: le bilan carbone et les produits bio.

Sicaer, filiale du groupe Pomona tournée vers la restauration, a réalisé son bilan carbone en 2009. Le transport ressort, sans surprise, comme le principal poste nécessitant des efforts pour diminuer l'émission des gaz à effet de serre. Pour sa partie amont, un grand progrès a déjà été réalisé en recourant, dès 2009, au nouveau terminal ferroviaire de Rungis: 20% des approvisionnements de l'entreprise y sont déjà réalisés, engendrant une économie de près de 10% de tonnes équivalent carbone. Sicaer a également entamé une démarche d'intégration des produits biologiques, qui représentent 5 % de ses ventes environ. Objectif: dépasser les 10%, puis 15%.

AFL, filiale du groupe TransGourmet, a poursuivi activement sa politique de certification en 2009, en obtenant les normes ISO 22000 sur le management de la sécurité des denrées alimentaires, et ISO 14001 sur le management environnemental, pour son activité fruits et légumes de sa plateforme Paris Sud implantée à Rungis. Ces garanties s'inscrivent dans une stratégie résolument tournée vers la consommation durable et viennent compléter un arsenal déjà bien complet, AFL étant également certifiée ISO 9001, Bio et Qualipomfel. L'entreprise est ainsi la première du secteur en France à obtenir une triple couronne ISO.

Autre entreprise du secteur fruits et légumes, Select Agrumes a également initié ce type d'initiatives: un bilan carbone a été entrepris et l'entreprise vient de déposer sa demande de certification biologique. Rappelons que cette certification suppose d'allouer un circuit spécifique à ces produits, pour la réception, le stockage ou l'identification.



◆ Univeg France disposera d'un entrepôt de 7 000 mètres carrés sur la zone Euro Delta du MIN dès 2010.

## Des leaders choisissent Rungis

Si le Marché est historiquement un lieu de prédilection pour les PME, de grandes entreprises s'y sont aussi implantées pour bénéficier de l'image de Rungis et se trouver au cœur d'un hub majeur dans les flux européens de produits alimentaires frais. Deux grands leaders dans leur marché ont fait ce choix en 2009.

Grand spécialiste des fruits et légumes biologiques, **Pro Natura** livrait jusqu'à présent ses clients (des enseignes comme Naturalia, Biocoop ou Monoprix) depuis son site de Cavaillon. Comptant déjà près de 200 clients en lle-de-France et dans le Nord, l'entreprise s'est rapprochée d'eux avec l'ouverture d'une plateforme sur Rungis au mois d'octobre. Confiée au prestataire Tansfert Logistic, ses 3 000 mètres carrés peuvent accueillir quelque 1 000 variétés de fruits et légumes bio.

Leader européen du légume, le groupe belge **Univeg** disposait déjà d'une présence sur le MIN depuis

qu'il avait acquis Katopé, spécialisée dans les fruits tropicaux, en 2008. En 2009, il accélère son développement sur Rungis en décidant de s'installer dans un nouveau site dont le chantier a démarré en décembre sur la zone Euro Delta. Il comprendra 7 000 mètres carrés d'entrepôts, dont une mûrisserie de 800 mètres carrés et un atelier de conditionnement pour préparer des légumes « prêts à consommer », ainsi que 1 500 mètres carrés de bureaux afin d'héberger le siège social d'Univeg France.

Objectif: partir à la conquête du marché français, notamment en se rapprochant de la grande distribution.

## La diversification de l'offre se poursuit

C'est notamment par sa palette extrêmement diversifiée que l'offre de Rungis se distingue. Ses opérateurs offrent à leurs clients un voyage dans l'espace et dans le temps.

Implantée depuis 2008 sur le Marché, la société Saveurs et Vie, s'est récemment agrandie. Spécialisée dans l'assemblage et la livraison de plateaux-repas aux personnes en perte d'autonomie, elle propose une gamme complète de menus gourmands ou médicalisés afin de maintenir une nutrition saine et équilibrée chez les personnes âgées ou en post-hospitalisation. Elle s'est adjoint les services d'un logisticien de la zone Euro Delta finement aux problèmes complexes de l'alimentation à domicile.

Dans un autre registre, la société Jules Brochenin a signé au mois de décembre pour une implantation sur le Marché. Spécialisée dans le bio, elle compte développer une activité de mûrisserie de bananes biologiques d'Amérique du Sud. Spécialiste de l'huile d'olive pour les marques de distributeurs, elle aura également une activité de stockage et de distribution de ces produits.

Enfin, l'offre de services aux usagers du Marché du Pressing Shiva et de Rungis Cordonnerie.

## Des entreprises qui investissent

Le commerce de gros nécessite de recourir à des équipements toujours plus performants: traitement des marchandises, organisation de l'entreprise, transformation des produits pour fournir un service optimal.

C'est le cas de Busnel Brevier qui s'est dotée, en octobre 2009, d'un atelier de transformation de viandes de 1 000 mètres carrés, employant trente salariés. Objectif: la recherche de nouveaux marchés en proposant des portions consommateurs aux supermarchés de proximité de la région francilienne. Le tout grâce à une chaîne de désossage semi-automatique, une ligne de conditionnement de muscles sous-vide automatique, trois chaînes d'operculage de barquettes sous atmosphère contrôlée, une ligne de steaks hachés et une autre de saucisserie.

Autre type d'investissement, Medelys Quality Import a consacré un important effort en 2009 à la mise en place d'un progiciel ERP. L'extrême diversité de produits traités par l'entreprise nécessitait un outil de partage de l'information. Il s'agit à la fois d'un outil de prospection, de suivi des clients, de statistiques produits et de comptabilité analytique. Un gage de plus grande réactivité commerciale, d'optimisation des opérations de saisie et de capacité à travailler de manière prévisionnelle.

Dans le secteur horticulture, c'est sur la qualité de ses produits que Flossan a investi: son espace d'atelier de 80 mètres carrés a été équipé de 12 lampes au sodium qui permettent de préserver la fraîcheur de ses fleurs (les orchidées en l'occurrence), en hiver notamment. Il ne s'agit pas d'allonger la durée des stocks, mais de proposer des fleurs dans leur plénitude à des clients dont certains songent d'ailleurs à opter pour le même équipement dans leur magasin.

Autre exemple d'investissement, Rungis Réceptions, qui assure l'exploitation de l'Espace Rungis, a créé un laboratoire de production qui lui permet de développer ses activités de traiteur-restaurateur. par exemple sur l'Espace Montmartre, dont elle a repris la gestion, ou dans la confection de plateaux-repas à destination des entreprises.

Grâce à son nouvel atelier de découpe et de conditionnement, la société Busnel Brévier peut s'adresser aux GMS de proximité.





A l'image d'une météorologie plus clémente, l'année 2009 se sera montrée calme sur le secteur des fruits et légumes du Marché de Rungis. Malgré les difficultés de la production agricole, les arrivages se sont maintenus, la dynamique de certains produits limitant les difficultés de quelques autres.

347 entreprises

dont: 204 grossistes
64 producteurs
79 courtiers et sociétés d'Import/Export

3450 personnes

employées dans le secteur des fruits et légumes

dont: 3 081 grossistes
64 producteurs
305 courtiers et sociétés d'Import/Export

Par rapport aux années qui ont précédé, 2009 aura été marquée par une relative tranquillité sur le secteur des fruits et légumes de Rungis, un secteur habituellement soumis à des aléas divers, à commencer par ceux de la nature. Ainsi, 2006 avait souffert d'une forte canicule suivie d'une fraîcheur inhabituelle durant l'été en France. Un climat capricieux qui s'est reproduit en 2007, auquel est venu s'ajouter, pour les productions importées, un cyclone aux Antilles et des crises politiques en Afrique. 2008 aura, pour sa part, connu d'importants gels de printemps, ainsi que des pluies massives puis une forte sécheresse en Espagne.

Rien de tel en 2009, même si la nature a pu, ici ou là, nuire à quelques récoltes, la pluie sur les cerises par exemple, sans oublier que la production agricole a beaucoup souffert de la baisse des cours. De même, les effets du ralentissement économique ont pu se faire sentir dans les premiers mois de l'année sur le Marché, avec des cours déjà affaiblis par l'attentisme de la demande, les acheteurs fuyant les stocks trop importants. Enfin, le froid de début d'année a perturbé l'activité des marchés de plein air, qui constituent habituellement une bonne dynamique pour le MIN. Mais, finalement, les arrivages sont parvenus à se stabiliser en fin d'année, notamment en fruits où ils n'affichent qu'une baisse de 1,8%, tandis que les légumes auront connu une année moins favorable, avec une diminution enregistrée des arrivages de 5,3%.

## Origine France: fruits en hausse, légumes en baisse

Les fruits d'origine France ont même connu une croissance de 8,6 % sur l'année, avec de très fortes hausses en abricots (+ 72,5 %) ou en nectarines (+ 31,1 %). Inversement, les produits d'importation ont chuté de 6,1 %, notamment en raison d'une forte baisse des arrivages de bananes (-16,6 %) ou de raisins (-24,9 %). Au final, on assiste à des évolutions extrêmement variées suivant les catégories de fruits vendues

# Les fruits et les légumes

sur le Marché: abricots, +46%, avocats, +37%, ananas, +18%, et inversement, raisins, -21% ou clémentines, -8%.

La tendance a été très différente pour les légumes d'origine française, dont les arrivages ont chuté de 9%, la quasi-totalité des variétés étant en diminution. Parmi les plus fortes baisses, les asperges (-25,5%), les champignons (-19%) ou les salades (-16,9%). Les légumes d'importation sont restés stables par rapport à 2008 (+0,1%), malgré des hausses très notables en carottes (+53,9%) ou en champignons (+21,4%). Sur l'ensemble des arrivages, la plus forte progression est à mettre à l'actif des tomates «autres origines» (hors Espagne, Maroc ou France) qui gagnent près de 30% ou aux champignons (+13,9%).

## Une modernisation qui répondra aux attentes des professionnels

Concernant ses infrastructures, le secteur des fruits et légumes de Rungis s'apprête à connaître des évolutions notables.
Outre l'aménagement en cours de réalisation des sous-sols du pavillon B3 en cellules réfrigérées de 100 mètres carrés à destination des détaillants souhaitant une solution de stockage sur place, un grand chantier de rénovation sera lancé en 2010 sur le pavillon C3.

L'actuel bâtiment va être intégralement détruit, pour laisser la place à un nouveau dont l'emprise sera étendue, afin d'offrir notamment une zone d'entrepôts, des bureaux ainsi qu'un parking souterrain de grande hauteur pour pouvoir accueillir les véhicules utilitaires.

La modernisation du secteur répondra aux attentes formulées par l'univers des fruits et légumes. En effet, la SEMMARIS a fait réaliser par HEC Junior Conseil une étude auprès de professionnels français, anglais et espagnols afin de mieux identifier leurs attentes à l'égard des marchés de gros, et plus spécialement de ceux de Rungis, de Londres et de Madrid. Cette étude a confirmé la réputation du Marché de Rungis auprès des opérateurs en fruits et légumes qui déclarent, à 94%, s'y approvisionner et, à 76%, en avoir une bonne image. Ces acheteurs qualifient d'ailleurs, presque unanimement, leurs relations avec les grossistes de bonnes (62%) voire d'excellentes (35 %). Pour plus de la moitié des producteurs français interrogés (57%), le rôle de plateforme pour l'export est l'un des intérêts majeurs de Rungis. Résultat: 92% des sondés estiment qu'ils auront toujours autant besoin des marchés de gros d'ici à dix ans.





C'est à Rungis que les producteurs testent les nouveaux produits. Ici, le Pittaya du Vietnam, très utilisé à titre décoratif pour les compositions.



▲ Les légumes-racines, à l'image de l'Oca du Pérou.



▲ Le Citrus Digitata – ou main de Bouddha - disponible en hiver.



#### L'ANDES fête la première année du Potager de Marianne



L'ANDES (Association Nationale de Développement des Epiceries Solidaires) est arrivée sur le Marché de Rungis courant 2008 pour y installer Le Potager de Marianne. Il s'agit d'un chantier de réinsertion, doté d'un entrepôt de 900 mètres carrés, qui récupère les fruits et légumes invendus du MIN et les redistribue aux associations d'aide aux personnes défavorisées.

2009 a donc été sa première année « pleine ». 412,2 tonnes de fruits et légumes ont pu être distribuées en Ile-de-France, contre 129,8 en 2008. Plus de 1 000 livraisons ont été assurées auprès de 36 associations, des épiceries

solidaires pour moitié. Mais avec 119 tonnes, ces dernières ne sont que le deuxième destinataire, juste derrière les Restos du Cœur qui ont reçu 125 tonnes en 2009. A terme, on recense une soixantaine d'associations franciliennes qui pourrait être approvisionnée ainsi. Pour 2010, l'objectif de l'ANDES est de redistribuer 550 tonnes, dont une partie des produits endommagés notamment – pourrait être valorisée (en soupes ou en jus par exemple) grâce à l'installation, sur Le Potager de Marianne, d'un atelier

de transformation.

## UNE FORTE BAISSE DES PRIX EN FRUITS ET LEGUMES

Au niveau national, 2009 aura surtout été marquée par une baisse des cours très importante. Pour les fruits, ils ont chuté de 20% par rapport à 2008 selon Agreste, la baisse ayant atteint 28 % en juin et, même 34% et 31% en juillet et en août respectivement. Les prix ont un peu moins baissé par la suite, mais au mois de décembre, la baisse était encore de 15%.

Le phénomène a été un peu moins accentué pour les légumes, avec des hausses de cours sur les trois premiers mois de l'année. Entamée au mois d'avril, la baisse a atteint 19 % au mois

de juillet pour donner, sur l'ensemble de l'année 2009, une diminution des prix à la production de 5%. Logiquement, les prix à la consommation ont suivi ce mouvement, mais dans une moindre mesure d'après l'INSEE: - 7 % en fruits et - 3 % en légumes (hors pommes de terre). Une évolution qui n'a pas spécialement encouragé la consommation puisque les achats des ménages sont restés très stables sur l'année 2009 selon Kantar Worldpanel. Les volumes de fruits consommés ont progressé de 1%, ceux de légumes restant étals par rapport à 2008.



Si la consommation n'avantage pas l'évolution de ses volumes, le secteur des produits carnés de Rungis travaille à la valorisation de son offre. C'est pourquoi il reste attractif. D'autant que la construction du nouveau pavillon de la volaille va augmenter son efficacité.

## 85 entreprises

dont: 66 grossistes

29 en viande de boucherie 17 en volailles et gibier

8 en porc 12 en triperie

19 courtiers et sociétés d'Import/Export

## 1514 personnes

employées dans le secteur des produits carnés

dont: 1442 grossistes

720 en viande de boucherie 273 en volailles et gibier 250 en porc 199 en triperie

72 courtiers et sociétés d'Import/Export

Avec des volumes en baisse de 3,6%, restant légèrement au-dessus des 300 000 tonnes, le secteur des produits carnés de Rungis a bouclé une année 2009 difficile. En représentant environ les deux tiers, l'origine France baisse de 6,2%, parallèlement à la diminution des élevages en France. Mais malgré des prix souvent assez compétitifs, la progression des viandes et volailles d'importation (+ 1,5%) n'a pas suffi à compenser cette perte supérieure à 10 000 tonnes. Toutefois, un certain nombre d'éléments nuancent cette vision apparemment négative et portent à croire dans les potentialités du secteur.

Le premier de ces éléments positifs est la bonne tenue de la viande bovine sur le Marché en 2009. Représentant un cinquième des tonnages du secteur, ses arrivages ont augmenté de 1,2%, atteignant près de 63 000 tonnes. Dans le même ordre d'idée, les produits tripiers ont progressé de 4,6% à près de 28 000 tonnes, confirmant la tendance entamée

il y a quelques années, après l'impact fort des crises ESB rencontré par ce marché en particulier. Les restaurateurs, notamment, ont remis ces produits sur leur carte et la grande distribution fait davantage appel à Rungis pour s'approvisionner dans cette catégorie.

Les autres viandes de boucherie n'ont pas connu une conjoncture aussi favorable. La viande de veau a baissé de 4,9% à Rungis en 2009, passant sous la barre des 18 000 tonnes. Et celle de mouton a diminué de 5,6%, restant un peu au-dessus de 32 000 tonnes. Le plus étonnant reste la contre-performance enregistrée par la viande de porc, dont les prix compétitifs encouragent théoriquement la consommation durant les périodes difficiles. Elle a chuté de 8,9%, à près de 73 000 tonnes. Il semble que, précisément, le contexte économique ait encouragé de telles promotions dans les circuits de la grande distribution, que certains opérateurs aient préféré renoncer à quelques affaires, synonymes de marges négatives.

# Les produits carnés

#### Un secteur valorisé et attractif

Et les volailles, habituellement portées par une tendance alimentaire qui leur est favorable, ont, elles aussi, perdu du volume en 2009: -5,3%, passant de près de 90 000 tonnes à moins de 85 000. C'est l'offre française, en baisse de 5,7 % à près de 64 000 tonnes, qui explique essentiellement ce phénomène. Par ailleurs, les fêtes de fin d'année ont partiellement corrigé cette baisse, avec un mois de décembre en positif par rapport à l'année antérieure et une activité jugée satisfaisante par nombre d'opérateurs.

Dans les produits carnés en particulier, les volumes ne suffisent pas à décrire une conioncture, leur valorisation sur les meilleures catégories

est également un paramètre important de la santé du secteur. La progression des ventes de viandes en caisses par exemple (plutôt que sous forme de carcasses entières ou partielles) participe de ce mouvement: elles sont passées de 30% à 36% de l'activité du secteur entre 2008 et 2009.

Un autre élément intéressant à considérer sur le secteur des produits carnés du Marché en 2009 fut la relative accélération des mouvements d'entreprises: plusieurs fleurons de la viande à Rungis ont ainsi changé de mains en 2009. Cela démontre l'attractivité de ce secteur d'activité et la confiance des banques dans les projets de reprise.

#### Un secteur modernisé et convivial

Un troisième élément d'optimisme, c'est naturellement le démarrage du chantier du nouveau pavillon de la volaille. Inauguré début 2011, il consacrera le déménagement du sous-secteur dans un bâtiment totalement neuf, le V2P, et respectant les normes sanitaires les plus exigeantes. Provenant du site de La Villette, les produits carnés ont rejoint Rungis en 1973, leur localisation légèrement décalée par rapport à l'ovale formé par le site initial de Rungis en reste le témoignage historique. Ce nouvel outil offrira aux professionnels de la volaille, grossistes comme acheteurs, un pavillon modulable, élargi de 14 mètres, et assorti de nouveaux services, notamment par l'arrivée de deux accessoiristes. En outre, le service sectoriel de la SEMMARIS sera placé de façon beaucoup plus accessible.

D'autant que la convivialité du secteur dans son ensemble s'est renforcée en 2009. Les animations y sont fréquentes, à l'instar de la célébration du beaujolais nouveau, une tradition du sous-secteur de la triperie à laquelle s'est associé cette année le bâtiment V1P, avec des dégustations de produits en complément.



◆ La volaille de Bresse fait toujours partie des « best-sellers » du mois de décembre, avec des nouveautés comme le mini-chapon.

#### UNE CONSOMMATION STABLE À L'AVANTAGE DES PRODUITS ÉLABORÉS

En 2009, la consommation des ménages en viandes et en volailles est restée absolument stable, selon FranceAgriMer d'après le panel TNS. Les prix moyens ont légèrement diminué de 1,5 %. Les viandes de boucherie affichent une légère baisse de leurs tonnages (-0,5%): si les produits élaborés de viandes augmentent de 2,2%, le bœuf (hors steaks hachés) est en baisse de 3,4 % et le veau de 2,4%, la viande ovine subissant un fléchissement de seulement 0,1 % et le porc de 0,3 % (avec une baisse de prix de 3% pour ce dernier).

Les volailles progressent, quant à elles, de 1,1% dans les achats des consommateurs. C'est le poulet qui tire ce marché, avec une hausse de 2,9%. A l'exception de la pintade (+2,8%), les autres espèces de volailles en pâtissent : dinde à - 2,8 %,

canard à -2,4%. De même qu'en boucherie, les produits élaborés de volailles sont en augmentation de 3,7 %. Cas particulier – sa consommation est boudée des plus jeunes, en dépit des vertus nutritionnelles que ses producteurs tentent de mettre en avant-, le lapin subit une chute de ses volumes de 6%. A noter que les produits carnés surgelés sont en progression de 1,8 %.

Comme la plupart des postes du commerce extérieur agroalimentaire de la France en 2009, les exportations de viandes diminuaient de 3,6 % en volume sur les neuf premiers mois de l'année, en raison essentiellement d'une baisse de 7,6 % des viandes porcines et de 3,5 % des volailles. Pendant ce temps, les importations hexagonales de produits carnés sont restées stables.



▲ Les arrivages de viande de porc ont chuté de façon importante cette année.



▲ Les arrivages de viande bovine ont légèrement progressé en 2009, alors que ceux de viande de veau et d'agneau ont reculé.



#### Le «boom» du bio devient réalité

Longtemps annoncé, l'essor des produits biologiques est devenu une réalité indiscutable en 2009. En France, ce marché représentait 2,6 milliards d'euros l'année précédente, soit un milliard de plus qu'en 2005. En adoptant massivement ce type d'offre, la grande distribution a dynamisé ce marché auprès du plus grand nombre de consommateurs. Elle en représente désormais 42 %, juste devant les enseignes spécialisées (40 %). De 1,7 % de la consommation alimentaire en 2008, la part de marché des produits biologiques s'est encore accrue en 2009. Nombre de témoignages d'opérateurs du Marché en attestent, en fruits et légumes notamment, mais aussi en produits laitiers et, plus récemment, en produits carnés à

l'image de l'entreprise Huguenin, qui commercialise de l'agneau biologique de l'Aveyron. D'autant que la restauration se tourne, elle aussi, de plus en plus vers eux. En 2009, 36 % des établissements de la restauration collective, les écoles en tête, en ont placé dans leurs menus, au moins temporairement, 5 % proposant quotidiennement ne serait-ce qu'une référence. L'essor des produits bio est tel que l'enjeu est surtout que la production agricole progresse aussi rapidement que la demande, même si le nombre d'agriculteurs «convertis» a doublé depuis l'an 2000. En 2009, l'Agence Bio a recensé 3 600 producteurs nouveaux, marquant une hausse de 26 % par rapport à 2008.





Malgré des prix encore élevés, la consommation de poisson redémarre et soutient l'activité du pavillon marée de Rungis. Avec les zones annexes, les arrivages de produits de la mer et d'eau douce affichent **la plus belle progression de l'année** sur le Marché.

## 56 entreprises

dont: 35 grossistes
21 courtiers et sociétés d'Import/Export

## 863 personnes

employées dans le secteur des produits de la mer et d'eau douce

dont: 795 grossistes 68 courtiers et sociétés d'Import/Export

Pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble du secteur des produits de la mer et d'eau douce enregistre une franche hausse de ses arrivages: +19,3% à près de 170 000 tonnes. L'essentiel est, certes, principalement dû à l'essor des zones dites «annexes»: +34,6% à presque 106 000 tonnes. Mais ces dernières confirment précisément le rôle central pris par Rungis dans le domaine de la logistique des produits de la mer en France. Ces zones, exploitées par des entrepôts prestataires ou des centrales d'achat de la grande distribution, témoignent de la volonté de ces acteurs de reconcentrer une part importante de leurs flux sur le Marché.

Par ailleurs, le pavillon marée, à proprement parler, affiche également une légère croissance de ses volumes: +0,3% à plus de 63 000 tonnes. Signe qu'au-delà des grands opérateurs, le MIN conserve aussi la fidélité des acteurs indépendants. Pour ce pavillon, l'année 2009 n'a pourtant pas été un « long fleuve tranquille ».

Le premier semestre s'est déroulé de façon satisfaisante, les volumes profitant d'une relative détente des cours, bien qu'ils aient conservé des niveaux élevés. Mais, après un été par nature très calme, la rentrée a pris une tournure beaucoup plus complexe. Dans ce contexte assez tendu, les fêtes de fin d'année apparaissaient comme la planche de salut.

Généralement, les précommandes commencent à affluer chez les opérateurs du pavillon dès la fin du mois de novembre, de sorte que 60% à 70% des tonnages réalisés en décembre en sont traditionnellement issus. Rien de tel en 2009: début décembre, les précommandes n'atteignaient que 5%. Pire encore, quelques jours avant Noël, elles ne culminaient qu'à 20% environ. Les entreprises spécialisées de Rungis ont alors redoublé d'efforts commerciaux pour finalement parvenir à une hausse de leurs volumes de 3,8% par rapport au mois de décembre 2008. Un phénomène symptomatique de la consommation festive

# 



▲ La résine revêtant le sol du pavillon A4 a été entièrement rénovée en 2009.

dans l'alimentation d'aujourd'hui: elle se décide de plus en plus tard, mais s'avère totalement indépendante de la conjoncture. Les fêtes 2009 l'ont bien montré avec des hausses quasi générales de tous les produits haut de gamme (champagne, foie gras, saumon fumé...).

#### La marée tirée par les poissons...

En légère hausse donc, les arrivages enregistrés pour le pavillon marée de Rungis se sont caractérisés en 2009 par la poursuite de l'essor des produits d'importation (+ 4,8 % à près de 36 000 tonnes), tandis que l'origine France connaissait un sort inverse (-5% à 27 000 tonnes environ). Une tendance qui touche une très grande majorité d'espèces. Autre enseignement: les poissons ont tiré les ventes de l'année. Ainsi, ceux pêchés ou élevés en mer sont en hausse de 2,6% à près de 31 000 tonnes. A noter les fortes progressions du cabillaud (+ 14,8%) ou des daurades (+ 11,7 %) et, a contrario, la baisse des rougets barbets (-20,6%) ou des sardines (-16,2%).

Par ailleurs, les filets n'ont pas poursuivi, en 2009, la progression entamée ces dernières années, affichant même un léger recul de 2,8%. En l'occurrence, le contexte économique a pu nuire à ces produits certes pratiques, mais naturellement plus chers au kilo, et qui ont sans doute atteint leur palier, en restauration notamment. Ce qui n'est, semble-t-il, pas du tout le cas du saumon frais, qui a encore progressé de près de 10% en 2009, pour dépasser les 10 000 tonnes, soit près du quart des poissons vendus sur le marché, et la quasi-intégralité des poissons d'eau douce (11 500 tonnes au total).

#### Une modernisation parachevée

L'effet positif des ventes de poissons a donc été minimisé par la tendance inverse rencontrée par les autres produits. Les arrivages de coquillages ont baissé de 1,9% en 2009 sur le Marché, repassant sous la barre des 11 000 tonnes, une contreperformance essentiellement due à une baisse des moules de 2,9%. En raison notamment d'une maladie qui a nui à leur récolte, les huîtres ont pour leur part diminué de 6,2%, restant au-dessus des 3 000 tonnes. Et les crustacés ont connu un sort encore moins avantageux, chutant de 9% à un peu plus de 6 100 tonnes, essentiellement en raison d'une perte de près de 20% en crevettes

# conjoncture

#### LE POISSON DÉCOUPÉ A LE VENT EN POUPE

Selon le panel TNS cité par FranceAgriMer, les achats des ménages en poissons frais progressaient de 2,6 % en volume à fin novembre 2009 : le marché est tiré par les poissons découpés (+3,8 %) qui représentent plus de 63 % des volumes consommés en France, tandis que les poissons entiers restent stables (-0,2 %). Et ce, malgré une baisse des prix moyens de 3,2 %, supérieure à celle des poissons découpés (-0,9 %). Représentant près de 21 % de l'ensemble, le saumon a vu ses volumes augmenter de 6,2 % : mais ce sont surtout ceux de cabillaud qui ont explosé (+47,9 %, pour 12,4 % de l'ensemble des poissons frais).

Inversement, les coquillages ont affiché une baisse de leurs volumes de 6,1%, et ce de façon assez égale entre les huîtres, les moules ou les Saint-Jacques entières. A noter que les noix de Saint-Jacques ont pour leur part progressé de 50,6%. Les crustacés affichaient également une baisse de 2,3%, tandis que les produits traiteur de la mer (panés, fumés, surimi...) étaient en hausse de 4.6%.

Pour leur part, les exportations françaises de produits de la mer chutaient de 32,9 % sur les neuf premiers mois de l'année, tandis que les importations ne progressaient que de 1,2 %.

Pour maintenir les produits à bonne température, les entreprises disposent d'une production de glace à proximité immédiate du pavillon.





Les services vétérinaires contrôlent quotidiennement les dates d'arrivage et la température des produits. On ne transige pas avec la fraîcheur!

tropicales, passées de 2 500 à 2 000 tonnes. Enfin, les produits de la mer transformés vendus dans le pavillon A4 ont baissé de 6,7 %, à un peu plus de 1000 tonnes.

Le pavillon a achevé en 2009 la rénovation entamée il y a trois ans de la résine couvrant ses parties communes. Un petit plus qui complète tout à fait la modernité d'un bâtiment récent, qui symbolise à lui seul les quarante ans que vient de fêter Rungis. Inauguré en 2003, suivant celui des viandes et précédant celui des volailles, le pavillon a entrepris une véritable révolution dans l'univers des marchés de gros. Il vit désormais à l'heure de l'hygiène et de la qualité.



Depuis l'année 2009, la SEMMARIS a créé un service spécifique permettant aux poissonniers acheteurs sur le Marché de déposer leurs emballages en polystyrène non repris après leurs opérations de vente par les différents gestionnaires et services municipaux. Auparavant déposés près du Pavillon de la Marée, ces polystyrènes sont aujourd'hui centralisés de façon beaucoup plus propre sur une zone dédiée, appelée déchèterie et située à proximité du Point E, à côté de la porte de Chevilly-Larue. Ceux-ci sont alors acheminés à l'usine pour y être incinérés.

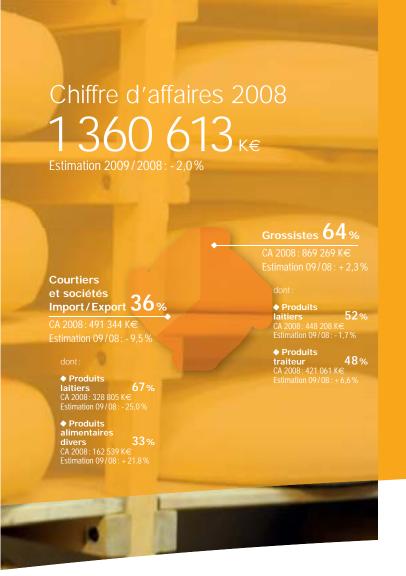






Malgré le contexte économique, en général, et la conjoncture laitière, en particulier, le secteur a connu une année 2009 satisfaisante.

Seuls, les produits traiteur ont marqué une pause, après avoir connu une année 2008 excellente.



## entreprises

43 courtiers et sociétés d'Import/Export

## 1552 personnes

dont: 1353 grossistes

L'ensemble du secteur produits laitiers et traiteur a vu ses arrivages augmenter de 0,7 % en 2009. Cette année, ce sont les produits laitiers et avicoles qui en ont tiré l'activité, avec une hausse de 2,1%. Les fromages au lait de vache affichent une progression de 2,2%, grâce à l'essor des fromages frais (+24,6%), sans doute favorisé par des prix de vente compétitifs. Mais les fromages dans leur globalité n'augmentent que de 1,7%, en raison de certaines catégories moins dynamiques comme les fromages de brebis (-7%) ou de chèvre (-1,3%) notamment.

En réalité, l'univers des produits laitiers a surtout profité de la bonne tenue du lait liquide (+ 10,3%), ou des beurres (+3,2%). Les yaourts sont en baisse de 8,9% et les œufs de 2%. A noter toutefois que les autres ovoproduits (œufs en poudre, œufs durs, etc.) ont vu leurs ventes exploser entre grossistes du MIN (qui ne sont pas pris en compte dans les statistiques, puisqu'ils concernent des flux internes au Marché). Ils ne représentent que 10 % des volumes d'œufs frais mais ont, semble-t-il, conquis une partie de la clientèle de la restauration, commerciale comme collective, pour le service qu'ils lui apportent.

#### **Evolutions contrastées** en produits traiteur

Les produits dits traiteur, l'autre pôle du secteur, auront connu une année moins avantageuse, terminant avec des arrivages en infime régression (-0,3%). Les fruits et légumes (4e et 5e gamme notamment) vendus par les opérateurs du pôle traiteur ont augmenté de 14,6%, tandis que les produits à base de viande ont diminué de 2,7%, notamment à cause de la baisse de 3 % des charcuteries et des salaisons (en partie due au déménagement d'un opérateur sur le secteur des volailles). Inversement, les produits à base de poisson -un volume assez faible sur le secteur - ont progressé de 76,6%.

En revanche, les autres catégories du pôle, sans doute pénalisées par la conjoncture économique, présentent toutes des volumes en baisse: produits élaborés frais (-7,9%), produits surgelés (-8,6%), conserves (-2,9%) ou boissons (-3,9%). Cette dernière famille connaît traditionnellement des évolutions très contrastées suivant les années, faisant souvent l'objet de contrats occasionnels portant sur des gros volumes.

#### Une forte sensibilité aux événements

Le secteur des produits laitiers et traiteur est en effet, peut-être plus que les autres du Marché de Rungis, fortement tributaire des aléas de la demande, suivant les rythmes de l'année. L'arrivée de chaque période de vacances scolaires marque un ralentissement de l'activité: vacances d'hiver, de la Toussaint et surtout, bien sûr, d'été. Inversement, d'autres événements soutiennent particulièrement son dynamisme.

Après un début d'année habituellement calme -les fêtes sont passées, la consommation marque une pause et il peut rester des stocks aux opérateurs-, différents éléments saisonniers viennent relancer l'activité du secteur. L'hiver se montre propice à certains types de fromages (raclettes, tomme...) tandis qu'au contraire, l'arrivée des chaleurs au printemps profite à certains autres (mozzarella...). Les célébrations du Ramadan (mi-août à mi-septembre en 2009) viennent soutenir la vente de certaines catégories de produits

(sodas, pâtisseries, laits fermentés). Et bien sûr, les fêtes de fin d'année sont toujours propices aux ventes de foies gras, saumons fumés ou, nouveauté 2009, de mini-chapons...

En outre, l'année 2009, avec le quarantième anniversaire du Marché, a été l'occasion d'une opération commerciale, baptisée « Les 40 es Rungissants » et organisée par Stratégie Gourmet, avec la collaboration des Compagnons Fromagers (les fromages AOC du groupe Lactalis). Du 8 au 10 septembre, ces derniers ont réalisé des animations au sein des entreprises du Marché participantes et un stand de dégustation a été installé entre deux pavillons du secteur.





- Le secteur des produits traiteur est très fréquenté par les bouchers-charcutiers pour son choix exceptionnel en salaisons.
- ◄ « L'entreprise Le Delas propose quotidiennement à ses clients une dégustation grâce à sa cuisine de démonstration située à l'entrée de son cash and carry.





▲ La dégustation de chaque meule fait partie du quotidien des chefs de cave du Marché.



▲ L'offre à destination des pâtissiers se renforce pendant la période des fêtes.



▲ La valorisation des terroirs est fondamentale à Rungis, comme en témoignent ces meules de Bleu de Termignon.



#### Un cas exemplaire de pérennisation d'une filière

Pour assurer leurs approvisionnements et leurs débouchés, des opérateurs du Marché s'impliquent dans leur aval et leur amont, participant au développement durable de leur filière. Ainsi, la société Odéon, spécialisée dans les fromages et les produits laitiers, a développé une panoplie de soutiens à sa filière amont. Il peut s'agir d'un engagement sur la totalité de la production d'un fermier pour garantir son revenu, sur la base de prix fixés à la saison. Il peut également s'agir de garanties apportées aux besoins en financement de certains producteurs, voire même d'avances en trésorerie. Ces collaborations peuvent représenter entre 30 % et 40 % de l'activité d'Au Marché des Fromagers (AMF). l'enseigne d'Odéon dédiée aux produits «rares», comme les produits fermiers ou les fromages d'alpage. De même, l'entreprise s'est également impliquée dans son aval. Outre son métier de grossiste et d'exportateur (via Dexpa), Odéon a décidé, depuis le début des années quatre-vingt-dix, de reprendre certains détaillants au moment de leur départ en retraite,

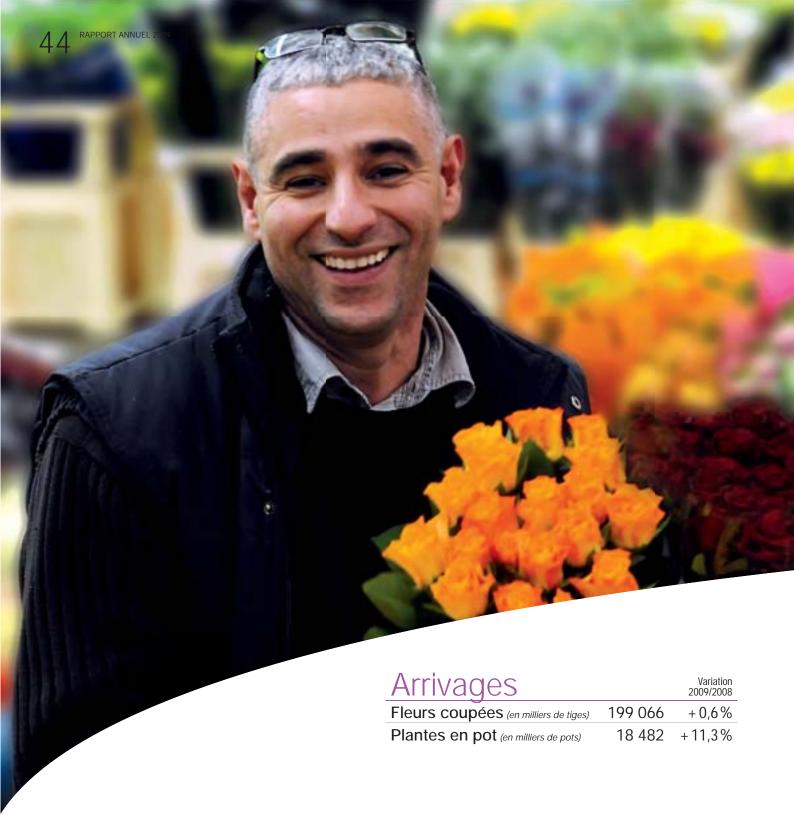
plutôt que de laisser disparaître leur commerce. 22 points de vente en Ile-de-France et en Normandie ont ainsi été intégrés dans une entité baptisée Fromages et Détail. Ces magasins ne concurrencent pas les clients existants d'Odéon puisqu'ils ne constituent jamais une création de point de vente. Désormais, pour poursuivre la pérennisation d'un réseau de détaillants rentables, Odéon peut également développer des systèmes de location-gérance, voire d'aides à l'installation, devenant une sorte de «Cheese angel» des crémiers-fromagers.

#### **RUNGIS A AMORTI** LA CRISE LAITIERE

Le Marché a connu assez peu d'impacts de la crise du lait qui a sévi en 2009, marquée notamment par la grève du lait menée par des éleveurs au mois de septembre. Toutefois, la baisse des cours a été une réalité pour lui également. Légèrement en dessous des 260 euros pour 1000 litres en décembre 2009, le prix payé au producteur a chuté de 14% par rapport à décembre 2008, malgré une collecte en baisse de 4,4%. Selon FranceAgriMer, la plupart des productions laitières ont diminué

en 2009, à l'exception des produits ultra-frais et des crèmes, en légère progression. Durant ce temps, la consommation est restée stable, avec une légère hausse (0,2%) des volumes de lait, une baisse de 1,4 % des produits ultra-frais (à l'exception des fromages frais en hausse de 1%), et une hausse de 0,5 % des fromages. La baisse des prix de vente des produits finis (-2,8% globalement) n'a donc pas suffi pour entraîner les achats des ménages à la hausse.

De même, les exportations françaises de produits laitiers ont accompagné la tendance observée sur l'ensemble du commerce extérieur agroalimentaire français. Sur les onze premiers mois de l'année, les ventes de fromages hors de France ont ainsi baissé de 3 % et celles de lait de 17 %. Sur le Marché, il convient de noter que les exportations de fromages profitent toujours d'une demande élevée de la part des pays du nord de l'Europe.



Le secteur a été diversement impacté par une conjoncture qui lui a été particulièrement défavorable. Alors que les fleurs coupées sont difficilement parvenues à maintenir leurs positions, les plantes en pot ont fortement progressé en 2009.

## of entreprises

dont: 80 grossistes

13 en plantes 67 en fleurs coupées, feuillages

105 producteurs

3 courtiers et sociétés d'Import/Export

personnes

employées dans le secteur des produits de l'horticulture

dont: 387 grossistes

311 en fleurs coupées, feuillages

105 producteurs

6 courtiers et sociétés d'Import/Export

Les difficultés économiques nées dans la seconde moitié de l'année 2008 ont particulièrement touché le secteur horticulture du Marché de Rungis. Dans un contexte de crise, les ménages peuvent plus facilement réduire leurs dépenses en décoration végétale qu'en alimentation. Pourtant, 2009 a finalement été une année plutôt favorable au secteur horticulture et décoration du MIN.

Ainsi, en dépit de la conjoncture, le sous-secteur des fleurs coupées -en ajustant ses marges - a connu une légère croissance des arrivages de 0,6%, à un peu plus de 199 millions de tiges. Une comparaison statistique sur la base de cette nouvelle unité de mesure est désormais possible, puisque les volumes ont changé de base de calcul début 2008, passant du nombre de bottes au nombre de tiges (sauf pour les feuillages).

#### La rose ne nuit pas à la diversité

Avec plus de 70 millions de tiges, la rose est de loin la première fleur vendue sur Rungis et ses arrivages ont encore légèrement progressé en 2009 (+ 1,4%). Suivent, d'assez loin, les tulipes (11,6 millions de tiges, +0,8%), les chrysanthèmes (10 millions de tiges, en hausse de 4,3%) et les renoncules (7,6 millions de tiges, +5,7%). Mais la plus forte croissance est à mettre à l'actif des bouquets qui, à près de 6 millions de tiges, ont connu un essor de 24,2%; c'est une illustration du développement, y compris dans ce secteur, des produits transformés et prêts à l'emploi. A noter également que les fleurs exotiques, même si elles ne représentent qu'un peu plus de 3 millions de tiges, ont plus que doublé leur performance sur le Marché en 2009.

## L'**horticulture** et la **décoration**

Par ailleurs, les variétés de fleurs parvenant à Rungis sont tellement nombreuses qu'après la vingtaine spécifiquement étudiée par les statistiques, on compte plus de 45 millions de tiges appartenant à une rubrique « Autres » (en hausse de 1,9% d'ailleurs). Il faut également préciser que l'évolution des arrivages a davantage profité aux fleurs d'importation, dont les volumes ont progressé de 3,5 %. Car l'origine France ne représente que 22,7 % des approvisionnements, tandis que les Pays-Bas accaparent 63,4% des volumes de fleurs traités sur le MIN.

Le petit marché des feuillages s'est particulièrement bien comporté en 2009, avec une croissance de 2,25% à 5,5 millions de bottes. Il s'agit d'un métier très spécifique, développé par des acteurs de taille assez modeste mais qui savent rivaliser d'inventivité, notamment à l'approche des fêtes, avec des offres de décoration très créatives utilisant les moindres ressources des forêts, comme la mousse ou le bois mort.

#### Les plantes profitent de l'hiver

Après une année 2008 déjà satisfaisante, le sous-secteur des plantes en pot a connu une meilleure année encore, grâce à des conditions climatiques très favorables. En effet, les hivers rigoureux, assortis de périodes de gel assez longues, encouragent les replantations printanières. Résultat: des arrivages en hausse de 11,3%, à 18,5 millions de pots. L'essentiel de cette progression est le fait des plantes à massifs qui, représentant plus de 41% de l'ensemble du sous-secteur, ont connu une croissance de 32,3%.

Le marché est notamment porté par la demande des communes, dont nombre de services environnement se rendent directement sur Rungis, ainsi que par les jardineries qui profitent de l'engouement des Franciliens pour l'art du jardinage (y compris sur les balcons d'appartements). Le secteur des plantes profite également de la présence d'importants opérateurs: on compte seulement 10 grossistes en plantes en pot sur le Marché.





▲ Les variétés rares font partie de la richesse de l'offre de Rungis.



▲ Une centaine d'horticulteurs franciliens vend directement sa production de plantes en pot sur le MIN.



▲ Plus de 50 000 références de décoration pour tous les usages et tous les métiers.

#### **Décoration toujours**

Enfin, le sous-secteur des accessoires pour la décoration échappe aux statistiques d'arrivages. Mais sa santé n'est plus à prouver, comme en témoignent des croissances de chiffre d'affaires comprises en 5% et 10%, voire plus, suivant les années depuis 2006. Répondant à la demande des clients du Marché, il propose une offre de plus en plus diverse, qui permet aux fleuristes, ainsi qu'à d'autres commerçants, d'étoffer leur propre proposition aux consommateurs. Il est également intéressant de noter que les restaurateurs sont de fidèles clients de ce secteur.



#### Un service de livraisons mutualisées de fleurs coupées

En 2009 est née une initiative pour organiser des livraisons mutualisées des grossistes de Rungis vers leurs clients de la capitale, mais aussi de province.

Elle permettra de diminuer les coûts de transport tout en réduisant notablement leur émission de gaz à effet de serre. Avec le soutien de la SEMMARIS, elle a été rendue possible par la renaissance, cette année, du syndicat des grossistes en fleurs coupées du Marché, en sommeil depuis plusieurs années. Animé par un jeune président et adhérent d'Unigros, il constituera un interlocuteur collectif important

pour la SEMMARIS afin de déterminer les enjeux et les solutions d'avenir pour ce sous-secteur. Ainsi, il a été décidé à la fin de l'année de mener une étude stratégique pour analyser l'état actuel du marché et déterminer les potentiels de développement des opérateurs de Rungis.



#### LES FLEURISTES PRÉFÉRÉS **POUR LA SAINT VALENTIN**

Les statistiques 2009 ne sont pas encore connues, mais en 2008, les achats des consommateurs en végétaux d'ornements ont marqué une légère baisse de 0,5 % en valeur (-2,7 % en volume) pour atteindre 3,7 milliards d'euros. Selon le panel Métascope de TNS Sofres cité par FranceAgriMer, cette baisse a surtout pénalisé les végétaux d'intérieur (-2,1% en valeur et - 0,7 % en volume), les végétaux d'extérieur connaissant une situation plus contrastée (+ 3,6 % en valeur et - 3,6 % en volume).

De 2009, on connaît toutefois les résultats de la Saint Valentin. Les Français ont alors dépensé 28,6 millions d'euros en végétaux d'intérieur, selon le panel réalisé par TNS Sofres

pour FranceAgriMer et Val'hor: 37,1% sont revenus aux fleurs coupées, 28,9 % aux bottes préparées, 16,8% aux plantes fleuries en pot ou 13,5% aux compositions florales. A noter que 90% des fleurs coupées achetées étaient des roses. A cette occasion, les fleuristes en boutique restent le commerce privilégié, avec 69,7 % des sommes dépensées, alors qu'ils n'en recueillent qu'un peu plus de la moitié (53%) sur l'ensemble de l'année, devant les hypermarchés (17%), les jardineries (12%) et les marchés (7%). Côté commerce extérieur, il faut savoir que la France importe six fois plus de produits horticoles qu'elle n'en exporte. Ses ventes à l'étranger

sont en baisse depuis 2002, représentant

162,7 millions d'euros en 2008.



# de Kate Barry

Rungis est un territoire riche de ses mélanges sociaux et culturels. À l'occasion du 40° anniversaire du Marché, l'exposition **«Les Gueules de Rungis»** mettait à l'honneur ces hommes et femmes qui y travaillent, reflétant au travers de 40 portraits la diversité et la convivialité qui le caractérisent si bien.



## Une diversité rayonnante

Ces hommes et ces femmes sont des **ambassadeurs vrais** de notre diversité, symboles d'une France moderne, vivante, ouverte au monde.

Rungis est ainsi un marché composite, riche de ses différences: la mixité; la présence des femmes dans tous les métiers et à tous les niveaux hiérarchiques; la place des seniors, forts de leurs décennies et de la transmission de leur savoir-faire; l'arrivée d'une nouvelle génération motivée par la promesse maintes fois expérimentée d'une ascension sociale rapide, lorsque l'on est motivé et constamment soucieux du travail bien fait.

C'est précisément ce travail qui a façonné le Rungis d'aujourd'hui, à la fois riche de ses traditions et tourné vers l'avenir.

Le Marché International de Rungis leur devait bien un hommage exceptionnel.

#### **SEMMARIS**





# Semmaris

- Composition du Comité de Direction
- 2 Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale
- Résultats financiers des 5 derniers exercices
- 8 Mandats ou fonctions exercés
- 11 Evolution des chiffres clés
- 12 Bilan
- 14 Compte de résultat
- 15 Flux de trésorerie
- 16 Annexe au bilan et au compte de résultat
- 28 Rapport général des Commissaires aux Comptes.

## Composition du Comité de Direction

au 31 décembre 2009



De gauche à droite, debout:

#### Alain Ducrot

Directeur des Finances et du Contrôle de Gestion

#### Alain Perrier

Directeur des Affaires Economiques et Foncières

#### Vincent Isnard

Directeur des Investissements

#### David Bourganel

Directeur Marketing et Communication

De gauche à droite, assis:

## Georges Pasqui Directeur Général Adjoint, Directeur du Marché

## Marc Spielrein Président-Directeur Général

#### Francis Lefèvre

Secrétaire Général

## Christophe Acar Directeur de l'Exploitation

et de la Maintenance

#### **Actionnariat**

Altaréa	33,34%
Etat	33,34%
Ville de Paris	13,19%
Département du Val-de-Marne	5,60%
Caisse des Dépôts et Consignations	4,60%
Professionnels et divers	9,93%

## Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

#### L'ANNEE DU 40<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DU MARCHÉ DE RUNGIS

En 40 ans, le Marché de Rungis a profondément évolué: élargissement des métiers et des compétences à de nouvelles activités (logistique, courtage, services aux clients...), développement de l'offre et adaptation aux besoins des consommateurs, diversification sur de nouveaux marchés (restauration, proche et lointain export...).

De marché de gros traditionnel pour une clientèle régionale, Rungis est devenu un hub au rayonnement international.

Le Marché est également devenu une marque collective forte, solidement ancrée sur un socle de valeurs qu'il a su préserver et illustrer.

Dans un environnement en pleine mutation (mondialisation des échanges, structuration des filières et concentration des acteurs, tensions au niveau du sourcing, évolution des modes de vie, des systèmes de distribution et des référentiels législatifs...), il faut sans cesse continuer à répondre aux demandes des parties prenantes du Marché: fournisseurs, clients, consommateurs, politiques, institutionnels et bien sûr salariés.

Fédérer, mobiliser, valoriser, se nourrir du passé pour mieux rassurer sur l'avenir, voilà le projet ambitieux qui a justifié l'organisation d'un anniversaire, fil rouge d'une année entière d'événements et d'actions de promotion.

#### L'ACTIVITE DU MARCHÉ INTERNATIONAL DE RUNGIS

L'année 2009 a présenté un profil très contrasté: après une violente contraction à la fin de 2008 et au début de 2009, le produit intérieur brut a connu une très faible croissance à partir du 2e trimestre 2009. Si le pouvoir d'achat des ménages a progressé grâce notamment à la sagesse des prix, les dépenses de consommation ont été amputées par la croissance du taux d'épargne des ménages.

Les prix des produits agricoles et agroalimentaires ont été, dans l'ensemble, nettement orientés à la baisse, affectant le chiffre d'affaires des entreprises de ces secteurs. L'activité de la restauration commerciale a été médiocre même si la baisse du taux de la TVA applicable à la restauration a soutenu ce secteur. En revanche, les marchés de rue ont connu une année globalement favorable.

Dans ce contexte contrasté, les entreprises du Marché ont bien maintenu leur place dans les circuits de distribution alimentaire. Les ventes de fin d'année ont été dynamiques.

Le nombre total d'entrées sur le Marché a été de 6 585 809, en diminution de 0,5% par rapport à 2008. Le nombre d'entrées d'acheteurs a été de 1 206 474, en diminution de 1,4% par rapport à 2008. Au cours de l'exercice 2009, 27 procédures collectives ont affecté des entreprises du Marché (25 procédures en 2008).

En fin d'exercice, le taux d'occupation du domaine immobilier atteint 95,29 % (95,25 % à fin décembre 2008).

#### LES COMPTES DE LA SEMMARIS

#### Le chiffre d'affaires

Il a été de 87,429 M€, en augmentation de 4,8% par rapport à 2008. Ses principales composantes ont évolué de la façon suivante :

Le produit des droits d'accès et de stationnement s'est élevé à 10,2 M€, soit +0,4 % par rapport à 2008.

Les produits sur charges, ventes d'eau et d'électricité ont été de 24,57 M€, soit +4,4% par rapport à 2008.

Les redevances homologuées ont rapporté 34,39 M€, en augmentation de 3,3 % par rapport à 2008, étant rappelé que le taux d'augmentation générale de ces redevances était fixé à 3 %.

Les redevances indexées ont augmenté de 16,2%, bénéficiant notamment du fort accroissement de l'Indice du Coût de la Construction.

L'annuité 2009 des Droits de Première Accession (DPA) étalés a représenté 677 K€ (660 K€ en 2008).

La remise pour prélèvement automatique a engendré une réduction de recettes de 1 309 K€ (1 228 K€ en 2008).

#### Les charges d'exploitation

Les achats et services extérieurs (hors charges sur sinistres) se sont élevés à 38,82 M€ contre 38,37 M€ en 2008 et 37,42 M€ en 2007. En deux ans, ce poste a augmenté de 3,7 %, alors que le chiffre d'affaires progressait de 8,4 %.

Les principales variations par rapport à 2008 concernent :

- les achats d'électricité (+ 218 K€) en raison principalement de l'augmentation des reventes aux opérateurs (+ 182 K€)
- les achats de combustibles (+ 228 K€) pour faire face à la riqueur du climat au début de l'année 2009
- le nettoiement du Marché (+ 1 109 K€) dans le cadre de la nouvelle organisation mise en place pour cette prestation
- les dépenses d'entretien-réparations-maintenance-travaux ont diminué de 502 K€ en raison de dépenses d'enlèvement d'amiante en 2008
- les honoraires (-215 K€)
- les dépenses de promotion du Marché (-402 K€) dont la variation des charges retrace le fait qu'une partie significative des dépenses du 40° anniversaire du Marché a été prise en charge par les partenaires ou participants aux évènements.

Les charges de personnel ont représenté 14,93 M€, en augmentation de 6,4% par rapport à 2008. Les rémunérations (hors indemnités de licenciement) ont été de 9,44 M€ (+5,8% par rapport à 2008).

Cet écart se décompose de la façon suivante :

Cet ecart se decompose de la façon sulvante.	
augmentations générales de la valeur du point :	1,86%
■ avancements liés à l'ancienneté:	0,40%
promotions au mérite:	1,24%
primes individuelles:	1,41%
■ variation des effectifs:	0,30%
glissements divers liés à la structure des emplois:	0,60%

Les impôts et taxes se sont montés à 935 K€ contre 903,7 K€ en 2008 si on exclut le versement de la taxe ORGANIC pour l'exercice 2007 qui a été comptabilisé en 2008.

La dotation aux amortissements et provisions a été de 22,48 M€ (22,02 M€ en 2008 et 22,22 M€ en 2007).

Les variations des amortissements du domaine concédé et des provisions de caducité sont faibles par rapport à l'exercice précédent.

Les provisions pour dépréciation des créances ont été établies à 427 K $\in$  (0,48% du chiffre d'affaires) contre 406 K $\in$  en 2008.

#### Les résultats

En définitive, l'excédent brut d'exploitation s'est élevé à 32,64 M€ (37,3 % du chiffre d'affaires) contre 29,61 M€ en 2008.

Le résultat brut d'exploitation atteint 11,35 M€ (13 % du chiffre d'affaires contre 9,7 % en 2008 et 9,5 % en 2007).

Il bénéficie de la facturation en 2009 des honoraires de maîtrise d'ouvrage déléguée perçus par la SEMMARIS pour le chantier du terminal ferroviaire à hauteur de 680 K€.

Le résultat financier (hors dividende de Paris Rungis International) a été de 0,13 M€ (contre 0,60 M€ en 2008). Il a été fortement affecté par la baisse des taux d'intérêts à court terme constatée en 2009. Les frais financiers ont représenté 1,1% du chiffre d'affaires (1,69% en 2008).

La trésorerie moyenne disponible a été de 45,35 M€ contre 47,03 M€ en 2008 et 39,12 M€ en 2007. Son rendement financier moyen a été de 2,40 % (4,20 % en 2008 et 3,69 % en 2007).

Le résultat courant avant impôts est de 13,01 M€ à comparer à 10,01 M€ en 2008, 8,36 M€ en 2007 et 3,95 M€ en 2006.

Le résultat sur opérations exceptionnelles se monte à 1,34 M€.

Les principaux produits exceptionnels ont concerné:

- la vente de DPA pour 1,76 M€ (principalement dans les bâtiments A4, V1P, E4, C1, V2M)
- des soldes de dettes fournisseurs prescrites ou devenues sans objet (549 K€)
- des reprises de provisions sur dépréciations d'immobilisation (597 K€).

Les principales charges exceptionnelles ont été:

- des rachats de DPA pour 453 K€ (bâtiments A4, C3 et C1)
- la sortie du patrimoine de certains actifs pour 1,04 M€ (toitures du bâtiment A4, V2P principalement).

Les chantiers consécutifs aux sinistres sur le sol du bâtiment A4 et de la dalle du bâtiment D3 ont entraîné en 2009 des dépenses exceptionnelles de 2,34 M€ en contrepartie desquelles ont été comptabilisées des indemnités d'assurance pour 2,47 M€.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 4,81 M€ équivalent à 35 % du résultat net comptable avant impôt.

Le résultat net comptable est de 8,95 M€.

#### Le bilan

L'examen du bilan fait apparaître une situation nette au 31 décembre 2009, avant répartition des résultats de l'exercice 2009, de 63,48 M€.

La capacité d'autofinancement de l'exercice poursuit sa progression et atteint 31,63 M€ (28,97 M€ en 2008 et 28,46 M€ en 2007).

Les cautions reçues des clients (en numéraire et cautions bancaires) atteignent 19,63 M€, soit 25,4% du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

Les dettes financières nettes de la trésorerie étaient de -6,74 M€ au 31 décembre 2009.

## Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

#### Informations relatives aux délais de règlement de nos fournisseurs

Conformément aux dispositions du Code de commerce (Art. D. 441-4), la décomposition des dettes fournisseurs au 31 décembre 2009, est présentée ci-dessous (en K€):

	Total	Echéances échues (litiges)	Echéances à 30 jours	Echéances à 60 jours
Fournisseurs de biens et services	6 666,5	432,7	2 985,8	3 248,0
Comptes rattachés	2 166,7			
Sous-total	8 833,2			
Fournisseurs d'immobilisations	4 995,0	321,5	1 868,3	2 805,2
Comptes rattachés	1 915,0			
Sous-total	6 910,0			

La Loi de Modernisation de l'Economie n° 2008-776 du 4 août 2008 a fixé des nouveaux maxima pour les délais de règlement interentreprises pour toutes les transactions conclues à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009. Sauf accords dérogatoires temporaires concernant quelques secteurs d'activité, le délai convenu entre les parties ne peut dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture.

Nos conditions générales d'achat ont été revues et ajustées pour répondre à cette nouvelle réglementation. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, elles ont été fixées à 45 jours fin de mois de la date de la facture.

#### Affectation du résultat

Il est rappelé que les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices ont été les suivants:

■ 2008: 7,50€ par action, soit une distribution totale de 2 900 558€

■ 2007: 6,05€ par action, soit une distribution totale de 2 339 783€

■ 2006: 2,60 € par action, soit une distribution totale de 803 865 €.

Pour l'exercice 2009, il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 9,20€ par action représentant une distribution totale de 3 558 017,20€ et l'affectation au report à nouveau de 5 387 752,35€ représentant le solde du résultat net de l'exercice.

## BUREAUX RUNGIS INTERNATIONAL (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par BRI, filiale à 100 % de la SEMMARIS, a été de 2,47 M€ en 2009, correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour l'ensemble des 21 141 m² de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 4,01 M€.

Fin 2009, le taux d'occupation des locaux de BRI était de 87,13% (contre 90,34% à fin 2008 et 94,33% à fin 2007).

L'avance en compte-courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 113 K€. BRI a remboursé 401 K€ sur cette avance dont le montant est de 2,59 M€ à fin 2009.

#### LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA SEMMARIS

L'effectif mensuel moyen a été de 212 salariés en 2009 soit +0,3% par rapport à 2008. Le taux d'absentéisme moyen –hors congés de maternité – s'est élevé à 4,2% (3,04% en 2008, 1,93% en 2007).

Une somme de 293 K€, représentant 3,1% de la masse salariale, a été dépensée pour la formation professionnelle (3,01% en 2008 et 2,41% en 2007).

Au titre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé qui prévoit notamment des augmentations de la valeur du point de 0,50% au 1er mai et de 0,25% au 1er octobre.

Deux accords collectifs d'entreprise ont été négociés en 2009 qui concernent respectivement le Droit Individuel à la Formation et l'emploi des Seniors.

Une réserve de participation de 590 K€ a été constituée au titre de l'exercice 2009 et une somme de 342 K€ sera versée au titre de l'intéressement.

La capitalisation totale du Plan d'Epargne d'Entreprise était de 3,79 M€ à fin 2009 et l'abondement versé par la SEMMARIS à ce plan a été de 196 K€ en 2009.

#### LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS DE 2009

Le montant total des immobilisations réalisées en 2009 a été de 21 M€, en net retrait par rapport aux prévisions du début de l'exercice. Cet écart correspond, pour l'essentiel, à un démarrage moins rapide que prévu de diverses opérations. De façon générale, les coûts d'objectif ont été respectés.

Les principales opérations en 2009 ont concerné:

#### Mise aux normes d'hygiène alimentaire

Le chantier de la rénovation du V2P, pour y accueillir le sous-secteur de la volaille, a été engagé en 2009. Le montant des engagements de 2009 a été de 1,33 M€. Les travaux devraient être pratiquement achevés en 2010.

#### Maintien du niveau technique de l'outil

- Terminal ferroviaire : les immobilisations réalisées en 2009 pour cet investissement, subventionné par la Région lle-de-France, le département du Val-de-Marne et la SNCF, ont été de 8,28 M€. Le budget d'ensemble de l'opération fixé par la convention de financement de 2007 est respecté. La mise en service de la nouvelle installation s'est faite progressivement entre avril et juillet 2009.
- Tramway RATP: le tracé de la prolongation de la ligne n° 7 de métro par un tramway de Villejuif à l'aéroport d'Orly et Juvisy traverse l'emprise du Marché de Rungis et conduit au déplacement de diverses installations dont la station de péage de la porte de Rungis. La SEMMARIS agit en qualité de maître d'ouvrage pour ces travaux intégralement financés par le Syndicat des Transports d'lle-de-France et par la RATP. Les immobilisations réalisées à ce titre se sont élevées à 1,29 M€ en 2009.
- La station de péage de la porte de Chevilly-Larue a été totalement réaménagée pour un investissement de 795 K€.
- Les investissements sur les réseaux techniques (électricité, chauffage, vidéosurveillance et gestion technique centralisée) se sont montés à 1,49 M€.
- Les travaux de sécurité incendie (essentiellement sprinklage et détection incendie) ont représenté un investissement de 0.76 M€.

## Restructuration de locaux non loués ou mal occupés

- Entrepôt I9: ce local laissé vacant par le regroupement des activités d'une entreprise sur la zone Euro-Delta ne pouvait être reloué en l'état. Il a fait l'objet d'une rénovation complète pour un montant de travaux de 2,42 M€ en 2009. Cet entrepôt est désormais occupé par la société BLUE qui a acquitté un DPA.
- Tour Rungis: le sous-sol de ce bâtiment a nécessité d'importants travaux destinés à améliorer la sécurité incendie (règles IGH) et à faciliter la location de locaux de caves et d'archives. Les immobilisations réalisées à ce titre se sont montées à 739 K€.

## Densification et nouvelles offres immobilières

- Pignon sud du V1P: un atelier de découpe de viande a été réalisé en extension du V1P. Les immobilisations de 2009 représentent 529 K€ pour cette opération. L'atelier est exploité par la société BUSNEL-BREVIER depuis l'été 2009. La SEMMARIS a perçu un DPA pour cette opération.
- Entrepôt DE1 sur la zone Euro Delta: la construction d'un entrepôt de 7 000m² environ a été lancée en 2009. Les immobilisations de 2009 se sont élevées à 479 K€. La livraison de cette opération est programmée en 2010.
- Une station de lavage des poids lourds a été installée sur un terrain disponible qui jouxte la porte de Thiais. Réalisée en concession de terrain, cette opération a nécessité un investissement de 210 K€ de la SEMMARIS. La station de lavage est en exploitation depuis le début de 2010

#### LES ACTIVITES INTERNATIONALES

La SEMMARIS a poursuivi en 2009 ses missions de conseil principalement en Chine, mais aussi en Ukraine et en Russie.

En Chine, Rungis Consultant a réalisé, en liaison avec notre partenaire Shenzhen Agricultural Products Company, des études de faisabilité, de plan masse et de plan d'affaires pour les sites de Tianjin, Yinchuan et Nanning dont la 1<sup>re</sup> tranche du nouveau marché devrait être opérationnelle à la fin de 2010.

Pour l'Ukraine, une première mission d'identification sur la problématique de la distribution agroalimentaire dans le pays et sur la localisation de deux marchés de gros de produits frais, le premier à Kiev, le second à Odessa, a été réalisée en 2009.

Pour la Russie, le projet, en attente depuis deux ans, de la base logistique de Victorya, à 8 km au nord-est de la Place Rouge, vient d'être relancé compte tenu des précisions obtenues sur le trajet du troisième périphérique.

Le total des honoraires facturés en 2009 se monte à 302 K€.

Dans un contexte d'incertitudes économiques, de difficultés de la restauration au niveau mondial et d'effets de change défavorables, les entreprises du Marché ont pour beaucoup ralenti leur développement à l'international en 2009. Les actions de la SEMMARIS dans ce domaine se sont donc concentrées sur l'approfondissement des relations avec nos partenaires marchés de gros étrangers, Londres et Madrid notamment.

Ainsi, en septembre 2009 et en clôture du 40° anniversaire du Marché, près de 200 représentants de l'Union Mondiale des Marchés de Gros sont venus trois jours durant échanger autour du thème central: « Quel avenir pour les marchés de gros?».

Au programme, des conférences et réunions de travail: les enjeux des nouvelles formes de distribution, la logistique durable, la relation grossistes-amont, les stratégies de marque.

#### 6

## Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale

#### LE PROGRAMME DE MARKETING STRATEGIQUE

Le programme 2009 s'inscrit dans le cadre d'un plan triennal Marketing et Communication 2008-2010. Les actions s'articulent autour de 4 enjeux majeurs:

- maintenir l'attractivité du site dans un environnement complexe en pleine évolution
- trouver le juste et nécessaire équilibre entre l'activité traditionnelle du marché physique et l'activité de plateforme services et logistique
- favoriser la croissance des entreprises du MIN en continuant à s'ouvrir à de nouvelles clientèles et zones géographiques
- soutenir la marque Rungis et faire passer nos valeurs, du producteur au consommateur, pour rester une référence incontestée de la qualité alimentaire.

Autour de la signature événementielle « Rungis Capitale mondiale du Frais », 52 actions ont été pilotées ou co-pilotées en 2009 par la Direction Marketing et Communication: études, gestion de la relation client et du recrutement systématisé de prospects en lle-de-France et en province; développement et évolution d'outils de communication papier et web, création d'événementiels sur et hors site, relations presse.

#### LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Les travaux préliminaires à la réalisation de la ligne de tramway Villejuif - Aéroport d'Orly - Athis-Mons - Juvisy se sont poursuivis sur la partie de l'ouvrage située sur le Marché de Rungis.

La mise en service du nouveau terminal ferroviaire du Marché a eu lieu en 2009. Les deux voies principales ont été électrifiées.

#### **Assainissement**

Dans le cadre du Règlement d'assainissement du MIN de Rungis, 35 conventions de rejet ont été rédigées avec les établissements dont l'activité a un fort potentiel de risque polluant, les obligeant à respecter les normes et les obligations de contrôle régulier. Cette action se poursuivra en 2010.

#### Fau

La baisse de la consommation d'eau s'est poursuivie avec des achats de 935 000 m³ (- 3,7 % par rapport à 2008). Le contrôle régulier et la maintenance des réseaux d'alimentation permettent d'obtenir un rendement de 96 %, proche de la référence nationale qu'est la Ville de Paris.

#### **Déchets**

La SEMMARIS a lancé un appel d'offres et a retenu en avril 2009 trois prestataires pour mener à bien les trois grandes opérations de propreté inhérentes à l'activité d'un marché comme Rungis: le nettoyage intérieur des bâtiments de vente non soumis à agrément sanitaire, le nettoiement extérieur, la collecte ainsi que le recyclage des déchets.

La valorisation concerne désormais plus des trois quarts des déchets engendrés par l'activité du Marché. Qu'il s'agisse de carton ou de bois par exemple, 60 % des déchets apportés au Point E font l'objet d'une valorisation matière, c'est-à-dire d'un recyclage. Le reste est valorisé, soit de façon énergétique par l'usine d'incinération implantée sur le MIN, soit en compost. Le centre de Claye-Souilly a ainsi reçu 9 000 tonnes de fruits et légumes non commercialisables en 2009, contre un peu moins de 7 400 tonnes en 2008.

#### Energie

Cette année, la modernisation de certains postes électriques a été réalisée dans le cadre du renouvellement des installations, notamment deux postes à haute tension et un groupe électrogène. A noter que ce remplacement progressif des équipements – ceux qui remontent à l'origine du Marché le sont désormais quasiment intégralement – s'effectue également dans le but de les harmoniser dans un souci de fiabilité et d'efficacité de maintenance.

#### Froid

Le passage des HCFC (Hydrochlorofluorocarbures) aux CFC (Chlorofluocarbures) s'est poursuivi et 30 % des installations ont été modifiées ou changées en 2009. Cette proportion sera portée à 70 % en 2010.

#### Chaleur

Le réseau de distribution représente 60 kilomètres de tuyauterie dont le remplacement s'effectue progressivement, afin de fiabiliser l'installation en limitant les risques de fuites. Parallèlement, la SEMMARIS a procédé au remplacement du système d'adoucissement d'eau de la chaufferie, permettant de garantir la pérennité de l'installation.

#### EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DEBUT DE L'EXERCICE 2010

Aucun événement nouveau significatif susceptible d'affecter les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1er janvier 2010. Cependant, les incertitudes du marché immobilier obligent à la prudence concernant la réalisation des prévisions.

## Résultats financiers des cinq derniers exercices

	2005	2006	2007	2008	2009
Situation financière					
a) Capital social	4 946 864	4 946 864	6 187 856	14 696 158	14 696 158
b) Nombre d'actions émises	309 179	309 179	386 741	386 741	386 741
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectuées					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	75 155 736	77 214 991	80 634 256	83 391 038	87 428 574
b) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	23 309 268	27 859 442	33 169 709	32 910 961	36 092 181
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	1 140 035	2 308 782	4 543 556	4 008 849	4 805 483
d) Participation des salariés au titre de l'exercice	-	-	650 026	476 645	590 317
e) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	1 371 049	3 680 668	7 101 863	7 042 292	8 945 770
f) Montant des bénéfices distribués	296 812	803 865	2 339 783	2 900 558	3 558 017
Résultat des opérations réduites à une seule action					
a) Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	75,39	90,11	85,77	85,10	93,32
b) Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions	4,43	11,90	18,36	18,21	23,13
c) Dividende passé à chaque action	0,96	2,60	6,05	7,50	9,20
Personnel					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	225	219	215	212	212
b) Montant de la masse salariale	8 437 621	8 781 263	8 742 939	8 995 187	9 547 484
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages socialex	4 523 008	4 634 559	4 798 244	5 043 001	5 382 382

# Mandats ou fonctions exercés dans toute autre société

par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

Nom/Nature du mandat	Société
Gilles BOISSONNET	
Président	Altaréa France (SAS)
	Compagnie Retail-Park Développement (SAS)
	Foncière Altaréa (SAS)
	Alta Drouot (SAS)
	SAS Ollioules 1 / SAS Ollioules 2 / SAS Alta Saint Augustin / SAS Alta CRP Montmartre
Représentant permanent de Altaréa France	Alta CRP Montmartre / Alta Saint-Honoré / Alta Berri / Sillon 3 / Wagram 39-41/ SAS Sillon Les Halles du Beffroi (jusqu'au 01.12.2009) / Alta Cité / Avenue de Fontainebleau
	L'Empire / Nanterre Quartier de l'Université / Altaréa PPI (devenue SNC Toulouse Gramont)
	SNC des 3 Communes / Alta CRP Aubergenville / Alta CRP Gennevilliers
	Alta CRP Guipavas / Alta CRP Investissement / Alta CRP Noyon
	Alta CRP Pontault-Combault / Alta CRP Puget / Alta CRP Rambouillet
	Alta CRP Ris-Orangis / Alta CRP Ronchin / Alta CRP Ruaudin
	Alta CRP Saint-Aunes / Alta CRP Valbonne/ Alta Pierrelaye / Aubergenville 2 / Gennevilliers 2 / Teci et Cie / Foncière Cézanne Mermoz
	Matignon Commerce / Altaréa Les Tanneurs / Bordeaux Ste-Eulalie
	Alta Matignon (jusqu'au 01.12.2009) / SNC du Sud du CC de Thiais (devenue SNC Alta Les Essarts) / SNC du CC de Thiais / Altaréa 2 Sillon 2 / Foncière Cézanne Matignon / Drouet d'Erlon Plaisir 1 / Plaisir 2 / Avenue Paul Langevin / Collet Berger / Grand Tour
	SNC du CC de Valdoly /Alta Mulhouse / Sté d'Aménagement de la Gare de l'Est / SNC Alta Aubette / SNC Société du CC de Massy / SNC du CC du KB / Tourisme Résidence / Alta Thionville / Alta Tourcoing / Alta Troyes / Altaréa Promotion Commerce / Monnet Liberté / SNC Altaréa / Sorac / Alta CRP Mougins Alta CRP La Valette / AG Investissement (jusqu'au 29.01.2009) / Alta CRP Mantes la Jolie (jusqu'au 09.02.2009) / Cogedim Résidence
	SNC Crèches Invest / SCI du 46 Bourg Belé (jusqu'au 01.12.2009) / Alta St-Georges / Rue de l'Hôtel de Ville / Bercy Village / Bercy Village 2 / Reims Buirette / Troyenne d'Investissement / Lille Grand-Place / Vendôme Massy 2 / Kleber Massy
	Alta Nouveau Port La Seyne / SCI du Centre d'Affaires du KB
	SCI Espace GrandRue / SCI Des Clausonnes / SEP Massy
	Alta CRP Vivienne
	Alta Coparts devenue Alta Mantes Gambetta
	SCI du Petit Menin
	SCI Fernet (jusqu'au 01.12.2009)
Président et Membre du Directoire	Altaréa France (SAS)
Gérant ou cogérant	SARL Les Clausonnes Investissement
	SCI Jouffroy 2 / SARL Jouffroy Développement
	SNC JAS de Bouffan / Ori Alta / SCI Limoges Invest / SNC Cœur d'Orly Promotion
	SNC Pre Long / SNC Plaisir 1 / SNC Plaisir 2 / SNC du CC de Massy / SNC Altaréa Promotion Commerce / SCI Bercy Village

Nom / Nature du mandat	Société
Bruno BORREL	
Administrateur	Banque Populaire Rives de Paris (SA)
Président	Odéon Développement (SAS)
	Odexport (SAS)
	Odéon (SAS)
	Société Basco-Savoyarde d'Investissement BSI (SAS)
	Société de Commission de Produits Laitiers SCPL (SAS)
Directeur Général	Fromages et Détail (SAS)
	Gourmandises et Fromages (SAS)
Eric DUMAS	
Membre du Conseil de Surveillance	Altaréa (SCA)
	Altareit (SCA)
Membre du Directoire	Altaréa France (SAS)
Cogérant	Altaréa Management (SNC)
Jean-François FAVRE	
Directeur Général	Alta Cité
	Avenue de Fontainebleau
Président et membre du Conseil	Altaréa France
de Surveillance	
Gérant ou Cogérant de SARL et SNC	SNC Alta Matignon (jusqu'au 01.12.2009) / SNC du Sud du CC de Thiais (jusqu'au 15.04.2009) / Alta Mulhouse / Alta Marigny - Carré de Soie / Sté d'Aménagement de la Gare de l'Est / Alta Aubette / Cœur Chevilly / SNC du Centre Commercial du KB / Alta Tourcoing / Monnet Liberté / SNC Altaréa / SNC Le Havre René Coty / SNC du CC du Grand Argenteuil / SNC Crèches Invest / SCI Alta Saint-Georges / SCCV Jardins de la Seine 1 / SCCV Jardins de la Seine 2 / OPEC / Socobac / Hippodrome Carré de soie / SCI Centre d'Affaires du Krémlin-Bicêtre / SCI Limoges Invest
Mireille FLAM	
Présidente du Conseil de Surveillance	Sogaris (SA)
Marc HERVOUET	
Président-Directeur Général	Somavog (SAS)
	Financière Courtin Hervouet (SAS)
Président	Rungis Volaille Plus (SA Coopérative à C.A.)
Représentant du Président	Financière Courtin Hervouet de ALVI 2000 (SAS)
·	Financière Courtin Hervouet de SAS COTTIN
	Financière Courtin Hervouet de SAS Courtin Hervouet & Associés
Gérant	Etablissements Jouhaud (SARL)
Christian HERVY	
Président	SEMHACH pour la gestion de la géothermie à Chevilly-Larue
Membre	Syndicat Interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à Sogaris
Vice-Président	Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets
Administrateur	Sadev 94 (SAEM)
Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance	Agence de Développement du Val-de-Marne
Olivier MAREMBAUD	
Olivier MAREMBAUD  Membre du Conseil de surveillance	Kuvera SAS (société mère du groupe KEOLIS)
	Kuvera SAS (société mère du groupe KEOLIS)  SNCF Participations (SA)
Membre du Conseil de surveillance	
Membre du Conseil de surveillance	SNCF Participations (SA)
Membre du Conseil de surveillance	SNCF Participations (SA) Financière Ermewa (société de droit suisse)

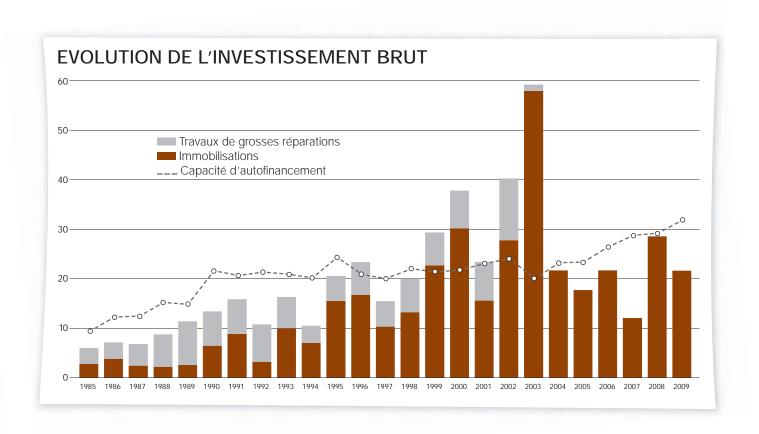
#### Mandats ou fonctions exercés

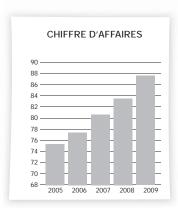
#### dans toute autre société par les mandataires sociaux au cours de l'exercice

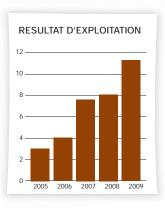
Nom / Nature du mandat	Société
Jacques NICOLET	
Président du Conseil de Surveillance	Altaréa (SCA)
	Altareit (SCA)
Président	JN Investissements
	JN Holding
Gérant ou Cogérant	SCI Damejane
	SCI 14, rue des Saussaies
	SNC JN Participations
Membre du Conseil de Surveillance	Altaréa France (SAS)
	SCA Altareit
	SAS Cogédim
Administrateur de sociétés étrangères	SA Productions de Monte-Carlo
	Altaréa Italia
	Altaréa Espana
	Altarag
Président du Conseil d'Administration de sociétés étrangères	Altaréa Espana
Christian PEPINEAU	
Président-Directeur Général	Paris-Select (SA)
	Select Diffusion (SA)
Administrateur	Sopexa (SA)
	Grefel (SA)
Marc SPIELREIN	
Représentant le gérant (SEMMARIS)	SCI Bureau Rungis International
Président-Directeur Général	Société Agricole et Immobilière du golf de St-Nom-la-Bretèche (SA)
Administrateur	Groupe Revue Fiduciaire
	Florence Doré (SA)
Alain TARAVELLA	
Président	Altafinance 2 (SAS)
	Alta Patrimoine (SAS)
	Altafi 2 (SAS)
	Altafi 3 (SAS)
	Altafi 4 (SAS)
	Alta Pat 1 (SAS)
	Altaréa Inc.
Cogérant	Altaréa (SCA)
Membre du Conseil de Surveillance	Altaréa France (SAS)
Président du Conseil de Surveillance	Cogedim (SAS)
Président et Administrateur	Altaréa Inc.
de sociétés étrangères	Altaréa Italia SRL

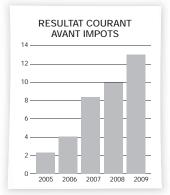
## Evolution des chiffres clés

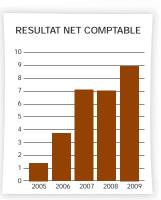
(en millions d'euros











## Bilan au 31 décembre 2009

AOTIE		Exercice N		Exercice N - 1
ACTIF	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	733 221	499 875	233 346	145 463
Autres (logiciels)	608 074	499 875	108 199	33 690
Marque commerciale	91 326		91 326	91 320
Immobilisations en cours (logiciels)	33 822		33 822	20 44
Immobilisations corporelles propres à la société	2 349 689	2 188 685	161 004	203 808
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	226 643	223 232	3 411	7 58
Matériel de transport	107 439	89 800	17 639	31 86
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 448 916	1 373 100	75 816	100 21
Agencements et installations	339 484	339 484		
Immobilisations corporelles du domaine concédé	468 166 585	107 746 351	360 420 234	352 592 84
Immobilisations non renouvelables		107 7 10 00 1		002 072 0 1
Terrains	6 850 091		6 850 091	6 850 09
Constructions	207 315 729		207 315 729	191 539 68
Agencements et installations générales et divers	25 838 536		25 838 536	24 995 53
Immobilisations renouvelables	23 030 330		23 030 330	24 773 331
Matériel et outillage	116 413 974	53 778 408	62 635 567	65 280 93
Agencements et installations	104 341 927	53 967 944	50 373 983	51 798 97
Immobilisations en cours	7 235 210	33 707 744	7 235 210	11 657 72
Avances et acomptes sur immobilisations	171 117		171 117	469 90
Immobilisations financières	13 310 510		13 310 510	13 703 81
	10 411 079		10 411 079	10 411 07
Participations				
Créances rattachées à des participations	2 589 043		2 589 043	2 990 51
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 08
Prêts	200 202		200 202	202 12
Autres Total I	290 303 <b>484 560 005</b>	110 434 911	290 303 <b>374 125 094</b>	282 133 <b>366 645 93</b>
ACTIF CIRCULANT	464 560 005	110 434 911	374 125 094	300 040 93
Stocks et en-cours				
Autres approvisionnements	10.204		10.204	F2 F/
Avances et acomptes versés	10 294	1 220 257	10 294	53 56
Créances d'exploitation	23 179 954	1 320 357	21 859 597	17 950 86
Clients et comptes rattachés	14 963 474	1 320 357	13 643 117	12 059 01
Autres débiteurs	4 294 771		4 294 771	5 855 11
Créances diverses	3 921 708		3 921 708	36 74
Valeurs mobilières de placement	43 812 090	83 653	43 728 437	46 056 44
Actions				
Autres titres	43 812 090	83 653	43 728 437	46 056 44
Disponibilités	261 255		261 255	243 28
Banques et Chèques Postaux	233 998		233 998	213 78:
Caisses	6 829		6 829	9 07:
Régies d'avance	20 429		20 429	20 42
Charges constatées d'avance	967 632		967 632	968 66
Total II	68 231 225	1 404 010	66 827 215	65 272 82
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges à répartir				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL GENERAL	552 791 230	111 838 921	440 952 309	431 918 75

PASSIF	Avant rép	Avant répartition			
PASSII	Exercice N	Exercice N-1			
CAPITAUX PROPRES					
Capital	14 696 158	14 696 158			
Prime d'apport	15 050 703	15 050 703			
Réserve légale	1 469 616	1 469 616			
Autres services					
Report à nouveau	23 315 812	19 174 078			
Résultat de l'exercice	8 945 770	7 042 292			
Sous-total situation nette	63 478 059	57 432 847			
Autres fonds propres – droits du concédant					
Subventions nettes reçues	63 993 587	58 136 205			
Amortissements de caducité	206 129 797	196 211 063			
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392			
Sous-total droits du concédant	293 512 776	277 736 659			
Total I	356 990 835	335 169 506			
PROVISIONS					
Provisions pour risques	862 460	1 074 720			
Provisions pour charges					
Total II	862 460	1 074 720			
DETTES					
Dettes financières	37 335 738	42 878 433			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 970 515	28 033 948			
Autres dettes financières	15 365 223	14 844 485			
Avances et acomptes reçus	465 956	204 440			
Dettes d'exploitation	16 977 122	19 805 188			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 833 217	12 471 511			
Dettes fiscales et sociales	7 573 486	6 801 749			
Autres	570 419	531 928			
Dettes diverses	8 440 864	11 907 908			
Dettes sur immobilisations	6 910 002	11 383 036			
Autres	1 530 861	524 872			
Produits constatés d'avance	19 879 334	20 878 560			
Total III	83 099 014	95 674 529			

TOTAL GENERAL 440 952 309 431 918 754

## Compte de résultat (en liste) exercice 2009

	Exercice	e N	Exercice N - 1		
	Montants HT T	otaux partiels	Montants HT Totaux partiels		
PRODUITS D'EXPLOITATION					
Prestations de service					
Produits proportionnels	14 627 392		14 671 468		
Produits ordinaires	49 317 245		46 205 452		
Produits s/services concédés	1 723 589		1 617 149		
Charges récupérables	21 992 031		20 908 808		
Produits divers	287 059		164 554		
Produits des activités annexes et remises accordées	-518 740		-176 392		
Montant du chiffre d'affaires		87 428 574		83 391 03	
Reprises sur provisions	718 090	718 090	520 514	520 51	
Transfert de charges	393 044	393 044	616 088	616 08	
Subventions d'exploitation	764 861	764 861			
Autres produits d'exploitation	46 549	46 549	47 244	47 24	
Total I	40 347	89 351 118	47 244	84 574 88	
		89 331 118		84 5/4 88	
CHARGES D'EXPLOITATION					
Consommation de l'exercice		38 925 495		38 747 32	
Achats stockés					
<ul> <li>Autres approvisionnements</li> </ul>	124 864		312 266		
Achats non stockés de matières premières	7 759 016		7 280 550		
Services extérieurs					
Personnel extérieur	1 075 900		1 077 647		
- Autres	29 965 715		30 076 858		
Impôts, taxes et versements assimilés		934 885		1 053 76	
Sur rémunérations	264 064		296 170		
Autres	670 821		757 598		
Charges de personnel		14 929 866		14 038 18	
Salaires et traitements	9 547 484		8 995 187		
Charges sociales	5 382 382		5 043 001		
0	0 302 302	00 475 000	3 043 001	00.047.4	
Dotations aux amortissements et provisions		22 475 939		22 016 46	
Sur immobilisations	12 122 092		11 656 370		
Provisions s/actif circulant	427 372		406 082		
Provisions pour risques et charges	9 926 475		9 954 017		
Autres charges	734 202	734 202	669 744	669 74	
Total II		78 000 387		76 525 49	
1) RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		11 350 731		8 049 39	
• •		2 615 528			
Produits financiers	1 50/ 110	2 010 020	1.0/0.470	3 369 07	
De participation	1 526 110		1 362 470		
D'autres valeurs mobilières et créances et de l'actif immobilisé	1 419		13 194		
Différence positive de change	984		27		
Cession valeurs mobilières	1 087 015		1 993 380		
Total III		2 615 528		3 369 07	
Charges financières		959 636		1 408 38	
Dotations aux amortissements et provisions	38 436		7 084		
Intérêts et charges assimilées	921 130		1 363 766		
9					
Différence négative de change	70		4 538		
Cession valeur mobilière			33 000		
Total IV		959 636		1 408 38	
2) RESULTAT FINANCIER (III-IV)		1 655 892		1 960 68	
3) RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)		13 006 624		10 010 07	
Produits exceptionnels		5 732 320		3 304 69	
Sur opérations de gestion	1 923 472	3 . 02 020	2 087 062	2 30 1 0	
Sur operations de gestion Sur opérations en capital	1 723 472		2 001 002		
	460.007		20.00.		
<ul> <li>Produits de cession éléments actifs</li> </ul>	103 007		39 984		
Autres	642 789		74 388		
Reprise de provisions	597 075		119 864		
Transferts de charges	2 465 978		983 391		
Total V		5 732 320		3 304 69	
Charges exceptionnelles		4 397 374		1 786 98	
Sur opérations de gestion	458 166	. 0,, 0, 1	118 216		
	450 100		110 210		
Sur opérations en capital	4 00		500		
<ul> <li>Valeur comptable des éléments cédés</li> </ul>	1 035 720		583 373		
– Autres	2 352 087		1 085 392		
Dotations aux amortissements et provisions	551 402				
Total VI		4 397 374		1 786 98	
4) RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		1 334 946		1 517 70	
• •	590 317	590 317	476 645	476 64	
Participation des salariés (VII)					
Impôt sur les bénéfices (VIII)	4 805 483	4 805 483	4 008 849	4 008 84	
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		97 698 966		91 248 64	
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		88 753 196		84 206 35	
		8 945 770		7 042 29	

## Flux de trésorerie exercice 2009

	Année N	Année N - 1
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations courantes)		
Résultat de l'exercice	8 234 251	6 319 105
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs	12 587 900	12 069 536
Reprises dotations aux amortissements & provisions sur actifs	-498 090	-517 248
Dotations aux provisions du passif	9 926 475	9 954 017
Reprises dotations aux provisions du passif	-220 000	-3 266
Total I	30 030 537	27 822 145
Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations exceptionnelles)		
Résultat de l'exercice	711 518	723 187
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés	551 402	
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés	-597 075	-119 864
Dotations aux provisions du passif		
Reprises dotations aux provisions du passif		
Plus ou moins-values de cessions	932 713	543 389
Total II	1 598 558	1 146 711
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (I+II)	31 629 094	28 968 856
Créances clients et comptes rattachés	-1 513 384	-173 087
Autres créances d'exploitation	-2 280 332	-1 216 896
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-3 638 293	1 184 327
Autres dettes d'exploitation	1 078 507	-2 145 671
Variation du besoin en fonds de roulement	-6 353 501	-2 351 327
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	25 275 593	26 617 529
Flux de trésorerie liés à l'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-21 000 277	-28 183 201
Cessions d'immobilisations	511 985	441 454
Autres encaissements et décaissements	-4 473 033	4 719 399
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-24 961 326	-23 022 348
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Variation de capital et autres fonds propres	5 857 382	4 656 514
Dividendes versés	-2 900 557	-2 339 783
Encaissements de nouveaux emprunts	30 463	77 000
Remboursements d'emprunts	-6 060 319	-6 382 551
Autres variations financières	587 866	1 992 527
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-2 485 165	-1 996 293
Trésorerie nette à l'ouverture	46 191 414	44 592 526
Trésorerie nette à la clôture	44 020 515	46 191 414
VARIATION DE TRESORERIE	-2 170 898	1 598 888

# Annexe au bilan et au compte de résultat

de l'exercice 2009

## 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Le pavillon de la Marée, totalement restructuré de 2001 à 2003, a subi, dès 2005, un important sinistre de construction sur les 26 000 m² de résine de sol du rez-de-chaussée (cloquage et fissurations). Après deux ans d'investigation sur les causes, les responsabilités et le processus de réfection, une première phase de réparation des quais de Boulogne et de Lorient s'est déroulée à l'été 2007 pour un coût de 2,1 M€. Une deuxième phase de travaux concernant les aires de circulation et une partie des locaux privatifs a été réalisée en juillet et août 2008 pour 1 M€. En 2009, les travaux de réfection des locaux privatifs se sont poursuivis pour un montant de 0,92 M€. La totalité du coût de ces travaux a été prise en charge et remboursée par AXA, dans le cadre de la police dommages-ouvrage souscrite lors de la restructuration du bâtiment. Les dépenses relatives à cette opération sont inscrites en charges exceptionnelles et l'indemnité perçue des assureurs, de même montant, en produits exceptionnels.

Un sinistre de même nature a concerné des fissurations importantes de la dalle de l'entrepôt D3 restructuré en 2004-2005. Les travaux de réparation inscrits en charges exceptionnelles se sont élevés à 1,43 M€ et l'indemnité perçue de l'assurance dommages-ouvrage en produits de même nature pour 1,55 M€.

Deux opérations d'investissement ont donné lieu à la comptabilisation, en produits d'exploitation, de subventions pour un montant global de 765 K€:

■ la première a concerné la modernisation du Terminal Ferroviaire pour 704 K€. Cet investissement, cofinancé par la SNCF (16,05%), la Région Ile-de-France (35%), le département du Val-de-Marne (32,90%) et la SEMMARIS (16,05%) a été mis en exploitation en août 2009. La convention de financement du 29 juin 2006 incluait dans la base de calcul des subventions la maîtrise d'ouvrage déléguée assumée par la SEMMARIS et l'ensemble des coûts annexes à l'opération (assurances construction en particulier). Les honoraires de maîtrise d'ouvrage SEMMARIS ont été fixés forfaitairement dans la convention de financement à 686 K€ (valeur juin 2005) avec une indexation sur l'indice Ingénierie qui porte les honoraires de maîtrise d'ouvrage à 680 K€.

Compte tenu du coût des assurances construction et de divers frais non immobilisés, la part de subvention inscrite en produits d'exploitation s'élève à 704 K€.

■ la seconde opération concerne les travaux de VRD et de déplacement du péage EE1 de la porte de Rungis, liés au passage du tramway prolongeant la ligne de métro n° 7 de Villejuif à Athis-Mons. Cet investissement est entièrement financé par la RATP. La SEMMARIS assume, pour les travaux affectant le MIN, une mission de maîtrise d'ouvrage au titre de laquelle elle perçoit une rémunération fixée contractuellement à 4 % des travaux. A ce titre, et compte tenu du montant des travaux en cours au 31 décembre 2009, la subvention inscrite en produits d'exploitation a été de 61 K€.

#### 2 PRESENTATION DE LA SOCIETE

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965 modifié, la SEMMARIS est concessionnaire de l'Etat pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962. Les conventions avec l'Etat, en vigueur au 31 décembre 2009, fixent le terme du contrat de concession au 29 avril 2034.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L761-1 et suivants et R761-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

## 3 REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### 3.1 Principes

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques, ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

#### 3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques:

■ Immobilisations du domaine concédé, qui devront être, remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession.

Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'Etat, complétant les dispositions du Décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'Etat dès leur édification ou leur acquisition par la société.

#### a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en «autres fonds propres». Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

#### Il est calculé:

- linéairement, de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession, pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.
- sur l'échéancier des crédits, pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003. La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellements utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.
- Immobilisations propres, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.

#### b) Amortissement technique

Depuis le 1er janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir:

agencements et installations: de 10 à 40 ans
mobilier et matériel de bureau: de 5 à 10 ans
matériel informatique: 5 ans
véhicules: 5 ans

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

#### c) Provision pour dépréciation

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif de bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. A ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

#### d) Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (*cf.* note 3-2-a).

#### 3.3 Immobilisations financières

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

#### 3.4 Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, sur la base d'un examen individuel, dépréciées pour tenir compte des risques de non recouvrement.

#### 3.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une provision est constatée par rapport au dernier prix du marché.

## Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2009

#### 3.6 Autres fonds propres

En application des dispositions du Plan Comptable Général, relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

#### 3.7 Provisions pour risques et charges

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celle-ci après la clôture des comptes. Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêté des comptes.

Le poste « provisions » du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (*cf.* note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

#### 3.8 Droits de Première Accession

Les Droits de Première Accession, correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré, sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1er janvier 2004. Pour l'exercice 2009, son montant s'élève à 677 K€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits, qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

Les autres Droits de Première Accession concernant des réaffectations de locaux libérés dans le cadre de résiliations sont considérés comme des produits de l'exercice de facturation et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

#### 4 CONSOLIDATION

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du Code de commerce, en dérogation des principes comptables, la société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

#### 5 COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

#### 5.1 Immobilisations incorporelles

Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de postes à postes	Valeur brute en fin d'exercice
478 747	6 845	25 499	147 980	608 074
20 447	161 355		- 147 980	33 822
91 326				91 326
590 520	168 200	25 499	0	733 221
	au début de l'exercice 478 747 20 447 91 326	au début de l'exercice       et créations         478 747       6 845         20 447       161 355         91 326	au début de l'exercice et créations de l'exercice 478 747 6 845 25 499 20 447 161 355 91 326	au début de l'exercice         et créations à postes à postes           478 747         6 845         25 499         147 980           20 447         161 355         - 147 980           91 326         - 147 980         - 147 980

(1) En 1997, la Société a acheté la marque «Rungis Actualités». Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326 euros a été classée en «immobilisation non-renouvelable du domaine concédé». Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession.

# 5.2 Immobilisations corporelles

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de postes à postes	Valeur brute en fin d'exercice
Immobilisations corporelles propres à la société	2 449 236	10 193	109 740		2 349 689
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	225 143	1 500			226 643
Matériel de transport	120 016		12 577		107 439
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 537 386	8 693	97 163		1 448 916
Agencements, installations	339 484				339 484
Immobilisations du domaine concédé	449 052 141	21 105 001	1 990 557		468 166 585
Immobilisations non renouvelables					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	191 539 682		134 289	15 910 336	207 315 729
Agencements, installations et divers	6 576 039			842 998	7 419 037
Aménagement des terrains (VRD)	18 419 499				18 419 499
Immobilisations renouvelables					
Matériel industriel	112 686 319		529 926	4 257 582	116 413 974
Agencements, installations	100 852 882		873 581	4 362 627	104 341 927
Immobilisations en cours	11 657 722	21 105 001	153 970	- 25 373 543	7 235 210
Avances et acomptes sur immobilisations	469 907		298 790		171 117
TOTAL	451 501 377	21 115 194	2 100 297		470 516 274

Les principales variations des postes immobilisations corporelles proviennent de :

La constatation d'immobilisations en cours pour 21,1 M€ dont les principales opérations concernent:	En millons d'euros
La poursuite des travaux de restructuration du Terminal Ferroviaire	8,3
La restructuration de l'entrepôt 19	2,4
La restructuration du pavillon V2P Volaille	1,3
Les travaux de VRD liés à la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons	1,3
La rénovation de réseaux techniques (fluides, vidéosurveillance et G.T.C.)	1,5
Divers travaux de sécurité incendie (sprinklage et détection)	0,8
La rénovation du péage E1	0,8
La restructuration du sous-sol de la Tour Rungis	0,7
La diminution des immobilisations en cours pour 25,4 M€ dont les principales réalisations sont:	
La mise en exploitation du nouveau Terminal Ferroviaire	15,2
La livraison de surfaces commerciales:	
- Entrepôt 19	2,4
<ul> <li>Extension du bâtiment V1P</li> </ul>	1,0
– Sous-sol de la Tour	0,6
La mise en service des travaux de rénovation de réseaux techniques	1,5
La mise en service des travaux de sécurité incendie (sprinklage et détection)	1,0
La mise en service de travaux de rénovation du péage E1	0,8
La sortie d'immobilisations du patrimoine pour 1,8 M€ parmi lesquelles:	
Installations secondaires du bâtiment V2P détruites dans le cadre de sa réhabilitation	0,8
Quai n° 5 détruit pour la rénovation du Terminal Fer	0,2
Divers équipements techniques renouvelés	0,3
Péage EÉ1	0,3

La variation du poste «acomptes versés sur immobilisations» (- 299 K€) concerne des reprises d'avances sur commandes dans le cadre de l'opération de restructuration du Terminal Ferroviaire. Ces avances sont déduites sur les situations mensuelles de travaux.

# Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2009

### 5.3 Amortissements

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	445 057	80 317	25 499	499 875
Immobilisations propres à la société	2 245 427	52 997	109 740	2 188 685
Constructions	163 068			163 068
Matériel et outillage	217 557	5 675		223 232
Matériel de transport	88 150	14 227	12 577	89 800
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 437 168	33 096	97 163	1 373 100
Agencements, installations	339 484			339 484
Immobilisations corporelles concédées	95 862 219	11 988 778	656 047	107 194 950
Immobilisations renouvelables				
Matériel industriel	47 405 384	6 612 913	239 890	53 778 408
Agencements et installations	48 456 835	5 375 865	416 158	53 416 542
TOTAL GENERAL	98 552 704	12 122 092	791 286	109 883 509

### Immobilisations financières

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute en fin d'exercice
Participations	10 411 079			10 411 079
Créances rattachées à des participations	2 990 513		401 470	2 589 043
Autres titres	20 085			20 085
Autres	282 138	15 673	7 508	290 303
TOTAL	13 703 815	15 673	408 978	13 310 510

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit :

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice net ou perte	Dividendes encaissés
I. Filiales									
B. R. I. <sup>(1)</sup>	2 896 531	0	100,00	10 395 072	2 589 043	-	2 472 480	1 408 015	1 408 090
II. Filiales									
- 1 %	-	-	-	36 092	-	-	-	-	-

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 70 pour la réalisation d'un programme de 21 000 m² de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90 % des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100 % du capital.

# Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent :

des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour

2.98 M€ 1.00 M€

des parts de F.C.P. en valeur de marché pour

28.11 M€ dont 0.11 M€ d'intérêts courus

des certificats de dépôts et bons à moyen terme pour

11.63 M€ dont 0.15 M€ d'intérêts courus.

des obligations pour

La valeur d'inventaire des obligations est arrêtée sur la base des cours moyens de bourse du mois de décembre. Hors coupons courus, elle s'élève à 11 889 366 euros, traduisant d'une part

502,1 K€ de plus-values latentes et d'autre part 83,7 K€ de moins-values latentes au titre desquelles une provision complémentaire de 38,4 K€ est comptabilisée sur l'exercice.

## 5.6 Tableau de variation des capitaux propres

de l'exercice       Capital     14 696 158       Prime d'apport     15 050 703       Réserves     1 469 616       Report à nouveau     19 174 078     4 141 735       Résultat de l'exercice     7 042 292     8 945 770     7 042 292 (1)       Subventions d'investissement nettes     58 136 205     5 857 382	exercice
Réserves     1 469 616       Report à nouveau     19 174 078     4 141 735       Résultat de l'exercice     7 042 292     8 945 770     7 042 292 (1)	14 696 158
Report à nouveau       19 174 078       4 141 735         Résultat de l'exercice       7 042 292       8 945 770       7 042 292 (1)	15 050 703
Résultat de l'exercice 7 042 292 8 945 770 7 042 292 (1)	1 469 616
	23 315 812
Subventions d'investissement nettes 58 136 205 5 857 382	8 945 770
	63 993 587
Amortissements de caducité 196 211 063 9 918 735	206 129 797
Provisions pour renouvellement utilisées 23 389 392	23 389 392
TOTAL GENERAL 335 169 506 28 863 621 7 042 292	356 990 835

(1) Dont dividendes distribués 2 900 557 euros.

Le capital est composé de 386 741 actions d'une valeur nominale qui a été portée de 16 euros à 38 euros par prélèvement sur la prime d'apport lors de l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 2008.

L'augmentation du poste subventions concerne:

Laugmentation du poste sauventions concerne: la participation des collectivités (Région lle-de-France, département du Vâl-de-Marne et SNCF) à la restructuration du Terminal Ferroviaire pour 4,55 M€. le remboursement par la RATP des travaux réalisés pour le passage sur le Marché de la ligne de tramway Villejuif-Athis-Mons (1,3 M€).

## Tableau de variation des provisions

	Valeur en début	Dotations	Reprises de	e l'exercice	Valeur en fin
	d'exercice	de l'exercice	Utilisées	Non utilisées	d'exercice
Provisions pour risques et charges	1 074 720	7 740	77 432	142 568	862 460
Autres provisions	1 074 720	7 740	77 432	142 568	862 460
Provisions pour dépréciations	1 988 149	978 774	1 054 937	40 228	1 871 759
Immobilisations corporelles du domaine concédé	597 075	551 402	587 110	9 965	551 402
Clients	1 391 074	427 372	467 827	30 263	1 320 357
TOTAL GENERAL	3 062 869	986 514	1 132 369	182 796	2 734 218

### Provisions pour risques

Compte tenu de l'évolution des contentieux prud'homaux au cours de l'exercice, les provisions constituées fin 2006 à hauteur de 200 K€ ont fait l'objet d'une reprise partielle de 170 K€.

### Provisions pour dépréciations des immobilisations du domaine concédé

La provision reprise concerne d'une part le quai ferroviaire n° 5 détruit en 2009 dans le cadre de la restructuration du terminal ferroviaire (143 K€), et d'autre part, des installations non amorties du bâtiment V2P (454 K€) démantelées dans le cadre de la restructuration de ce bâtiment pour les activités de la volaille.

La dotation de l'exercice concerne la valeur nette comptable de travaux réalisés en 2004 et 2005 sur la toiture du pavillon de la Marée, qui sont voués à la destruction dans le cadre de la réfection complète de la couverture du bâtiment prévue en 2010.

Au cours de l'exercice 2004, la Société a fait l'objet d'une vérification fiscale de sa comptabilité pour les années 2001 et 2002. Lors de ce contrôle, l'administration fiscale a considéré qu'un complément de taxe professionnelle assis sur la cotisation minimale sur la valeur ajoutée serait dû à hauteur de 280 K€ en refusant la déductibilité des amortissements de caducité.

Sur la base de l'article 1647 B sexies II du CGI, qui autorise les bailleurs à déduire de leur valeur ajoutée les amortissements se rapportant aux biens donnés en location, aucun supplément d'imposition ne serait exigible. Notre réclamation contentieuse du 6 janvier 2006 ayant été rejetée par la D.V.N.I., une requête introductive d'instance a été déposée au Tribunal Administratif le 30 mars 2007. La procédure n'a pas évolué depuis cette date et aucun jugement n'est donc rendu au 31 décembre 2009.

Aucune provision pour risque n'est comptabilisée à la clôture de l'exercice: au 31 décembre 2009, le montant cumulé du risque maximal, sur les années contrôlées et les suivantes non prescrites, s'élève à 710 K€ hors intérêts de retard.

# Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2009

# 5.8 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 967 632 euros HT.

Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants:

Achats: 138 980 euros HT Services extérieurs : 824 891 euros HT Autres: 3 761 euros HT Les produits constatés d'avance en fin d'exercice s'élèvent à 19 879 334 euros HT. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêté des comptes. Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (cf. note 3-8):

3 404 574 euros Redevance d'occupation et charges (net des remises pour paiement par prélèvement automatique)

16 474 764 euros ■ Droits de Première Accession

### Créances et dettes

#### Créances

Nature	Montants bruts	Degré d'e	Degré d'exigibilité		
		Moins d'un an	Plus d'un an		
Créances de l'actif immobilisé	2 879 346	401 470	2 477 876		
Créances rattachées à des participations	2 589 043	401 470	2 187 573		
Autres	290 303		290 303		
Créances de l'actif circulant (1)	24 157 879	23 316 518	841 361		
Comptes clients et comptes rattachés	14 963 474	14 644 858	318 616		
Autres	8 226 773	8 226 773			
Charges constatées d'avance (2)	967 632	444 887	522 745		
TOTAL	27 037 225	23 717 988	3 319 237		

(1) Dont: Entreprises liées: 1 215 565 euros (Bureaux Rungis International);

Subventions à recevoir: 3 921 475 euros (RATP = 1 023 595 euros – Terminal Fer = 2 897 880 euros).

(2) Dont assurances dommages-ouvrages: 666 695 euros.

Les produits à recevoir en fin d'exercice se présentent comme suit :

■ Clients produits non encore facturés: 2 205,971 euros TTC.

### **Dettes**

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité				
		Moins d'un an	Plus d'un an	Plus de 5 ans		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 970 515	4 799 337	16 042 106	1 129 07		
Emprunt 2002 HSBC	2 500 000	1 000 000	1 500 000			
Emprunt 2002 C.A.	1 403 621	581 206	822 415			
Emprunt 2003 C.A.	5 016 257	863 929	3 807 790	344 53		
Emprunt 2003 S.G.	7 406 729	1 299 514	5 720 079	387 13		
Emprunt 2005 C.A.	2 841 079	501 857	2 191 822	147 39		
Emprunt 2005 NATEXIS B.P.	2 750 000	500 000	2 000 000	250 00		
Soldes créditeurs de banques	52 830	52 830				
Autres dettes financières	15 365 223	531 678	178 181	14 655 36		
Cautionnements reçus	14 622 666			14 622 66		
Agence de l'eau	312 279	101 399	178 181	32 69		
Intérêts courus	7 619	7 619				
SOGERIS & Divers	422 659	422 659				
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	8 833 217	8 833 217				
Dettes fiscales & sociales	7 573 486	7 573 486				
Dettes sur immobilisations	6 910 002	6 910 002				
Autres dettes	2 567 237	2 567 237				
Produits constatés d'avance	19 879 334	2 489 909	2 981 044	14 408 38		
TOTAL	83 099 014	33 704 866	19 201 331	30 192 81		

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 14 622 666 euros.

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 16,98 M€, avec un taux moyen de 3,75% l'an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 5,25 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec des marges de +0,125 à +0,20%. Sur ces emprunts à taux variables, 1,125 M€ font l'objet d'un contrat d'échange de taux qui assure un taux fixe de 4,40% dans la limite d'une évolution de l'Euribor 3 mois en deçà de 5,50%.

Les charges à payer, 6 329 912 euros TTC, en fin d'exercice se présentent comme suit :

■ Fournisseurs

Factures non parvenues 3 500 461 euros dont fournisseurs d'immobilisations 1 390 547 euros

Personnel

Dettes pour congés payés et divers dont réserve spéciale de participation 2 016 817 euros 590 333 euros

Organismes sociaux

716 885 euros

Autres

95 750 euros

### 6 COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

### 6.1 Effectifs

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit :

	Cad et ass		Age de ma		Empl	oyés		nnaires chés	Tot	al
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01.01.2009	101	1	72		29		3		205	1
Entrées	11		1		4	30			16	30
Embauches	6		1		4	30			11	30
Mutations/Promotions	5								5	
Sorties	2		6		3	29			11	29
Démissions										
Mutations/Promotions			5						5	
Licenciements	2				2				4	
Fin de C.D.D.						29				29
Autres départs					1				1	
Départ en retraite			1						1	
SITUATION AU 31.12. 2009	110	1	67		30	1	3		210	2

## 6.2 Montant global des dix meilleures rémunérations

Le montant global des rémunérations versées aux 10 personnes les mieux rémunérées au cours de l'année 2009 s'élève à 1 365 724 euros.

# Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2009

# 6.3 Détails des produits d'exploitation

Nature des produits (en K€)	Exercice 2009	Exercice 2008	Variation 2009/2008 (en %)	Exercice 2007
Produits proportionnels				
Péages				
Produits des péages à la monnaie	4 526,4	4 654,6	- 2,8	4 308,2
Abonnements	5 511,8	5 364,0	2,8	5 229,4
Supports	162,4	140,6	15,5	131,7
Redevances aux tonnages				
Viande	26,9	28,0	- 3,9	30,
Volaille	1 375,9	1 237,7	11,2	1 292,
Redevances carreau banal	309,2	335,7	- 7,9	307,
Redevances de transit	109,5	246,2	- 55,5	256,0
Ventes d'eau	2 576,0	2 622,9	- 1,8	2 611,
Locations de salles	29,2	42,0	- 30,5	49,
Produits ordinaires				
Redevances d'occupation indexées	14 245,4	12 258,0	16,2	11 485,
Redevances d'occupation homologuées	34 394,9	33 287,1	3,3	32 359,.
Droits de Première Accession étalés	677,0	660,3	2,5	660,
Redevances sur services concédés	1 723,6	1 617,1	6,6	1 556,
(Kiosques, parkings, quais, frigos et Point E)				
Produits sur charges récupérables	21 992,0	20 908,8	5,2	20 053,
(Chauffage, climatisation et charges générales)				
Produits divers	287,1	164,6	74,4	153,
(Ventes diverses)				
Autres produits des activités annexes				
Saisies, locations matériel, honoraires, travaux & Divers	487,4	743,1	- 34,4	1 174,:
Honoraires Rungis Consultant	302,4	308,0	- 1,8	132,
Remise pour prélèvements automatiques	- 1 308,6	- 1 227,5	6,6	- 1 156,
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	87 428,5	83 391,2	4,8	80 634,
Reprises de provisions et amortissements	718,1	520,5	38,0	1 214,
Dont créances clients	498,1	517,2	- 3,7	229,
Transferts de charges	393,0	616,1	- 36,2	315,
Dont remboursements de sinistres	124,3	337,2	- 63,1	132,
Subventions d'exploitation	764,9	0,0		
Autres produits de gestion courante	46,6	47,2	- 1,3	44,0
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	89 351,1	84 575,0	5,6	82 208,7

# 6.4 Détails des biens et services consommés

Nature des charges $(en K \in)$	Exercice 2009	Exercice 2008	Variation 2009/2008 (en %)	Exercice 2007
Autres approvisionnements				
Travaux pour compte de tiers refacturés	124,9	312,3	- 60,0	611,2
Achats non stockés de matières premières				
Electricité	3 045,6	2 827,4	7,7	2 471,6
Eau	1 816,9	1 824,8	- 0,4	1 800,1
Combustibles	2 547,9	2 319,5	9,8	2 006,5
Autres	348,6	308,8	12,9	334,2
Sous-total achats non stockés	7 759,0	7 280,6	6,6	6 612,4
Personnel extérieur				
Intérimaires	162,5	180,2	- 9,8	118,3
Gardiennage	906,4	894,3	1,4	888,
Autres	7,0	3,1	122,4	4,0
Sous-total personnel extérieur	1 075,9	1 077,6	- 0,2	1 011,0
Loyers de crédit-bail	0,0	0,0		254,4
Autres biens et services consommés				
Nettoiement et entretien général du Marché	13 838,0	12 729,0	8,7	12 353,0
Locations	3 612,0	3 228,3	11,9	3 069,0
Entretien, réparations, maintenance et travaux	6 981,6	6 708,1	4,1	6 939,1
Primes d'assurances	1 488,2	1 585,3	- 6,1	1 650,2
Honoraires	1 782,8	1 998,1	- 10,8	2 307,6
Promotion du Marché	1 474,3	1 875,8	- 21,4	1 275,0
Charges sur sinistres	102,8	376,3	- 72,7	145,3
Autres	686,0	1 576,0	- 56,5	1 339,9
Sous-total autres biens et services consommés	29 965,7	30 076,9	- 0,4	29 079,1
TOTAL DES BIENS ET SERVICES CONSOMMES	38 925,5	38 747,3	0,5	37 568,1

Le montant des honoraires de Commissariat aux Comptes, comptabilisés en charges de l'exercice 2009, s'est élevé à 75 126 euros.

# Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice 2009

# 6.5 Charges et produits exceptionnels

a) Charges	
Sur opérations de gestion	458 K€
Dont rachats de DPA (secteurs F & L, Marée et Horticulture)	453 K€
Sur opérations en capital	
Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	1 036 K€
Dont: installations secondaires V2P	425 Kŧ
quais ferroviaires	141 Kŧ
agencements bât. E4	152 Kŧ
agencements divers Tour	81 Kŧ
Autres	2 352 K€
Dont: sinistre résine Marée	917 Kŧ
sinistre dalle D3	1 427 K
Amortissements et provisions	551 K€
Travaux toiture du pavillon de la Marée	551 K€
b) Produits	
Sur opérations de gestion	1 924 K∜
Dont autres D.P.A. ( <i>cf.</i> note 3-8) (A4 = 645 K€, V1P = 487 K€, E4 = 181 K€, C1 = 176 K€, V2M = 113 K€)	1 759 K€
Dont sanctions aux usagers	101 K€
Sur opérations en capital (cessions d'immobilisations)	103 K€
Autres	643 K€
Dettes fournisseurs prescrites ou devenues sans objet	549 K€
Indemnités clients (non respect de préavis)	92 K€
Reprises de provisions	597 K∜
Dont dépréciation d'immobilisations (V2P et Quais ferroviaires)	597 K€
Transferts de charges	2 466 K
Remboursement assurance sinistre résine Marée (cf. note 1)	917 K€
Remboursement assurance sinistre dalle D3	1 549 K€

# 6.6 Impôts sur les sociétés

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 14,029 M€.

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôt	12 416 307	1 334 946
Réintégrations	181 635	1 115 081
Déductions	388 934	630 005
RESULTAT IMPOSABLE	12 209 008	1 820 022
Impôt	4 182 056	623 427

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (cf. note 3-8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé.

Au taux actuel d'imposition ce crédit, qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 2,15 M€.

## 6.7 Engagements hors bilan

Cautions bancaires des concessionnaires	5 010 K€
Cautionnements bancaires des fournisseurs	2 771 K€
b) Engagements donnés	
Participation au GIE des MIN	p.m
Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	12 168 K€
Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM (Part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)	7 984 K€
Caution bancaire au Trésor Public (litige taxe professionnelle)	209 K€

# 6.8 Engagements en matière de retraite

Aucun engagement, notamment en matière de pensions compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'Indemnités de Fin de Carrière à verser aux salariés partant à la retraite font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur de gestion collective.

Le solde du fonds collectif s'élève à 619 K€ au 31 décembre 2009. La couverture de la totalité de nos engagements sociaux différés, charges sociales comprises, a généré au titre de l'exercice une charge de 157 K€ dont le versement a été effectué le 11 février 2010. Cette charge résulte des hypothèses suivantes:

■ taux d'actualisation et de rendement du fonds de 1,50% (net d'inflation de 2,5%)

- augmentation annuelle des salaires net de l'inflation +0,50%
- âge de départ à la retraite à 65 ans.

Au 31 décembre 2008, le taux d'actualisation et de rendement du fonds retenu était de 2,50 % (net d'inflation de 2 %) et les autres hypothèses inchangées.

## 6.9 Droit individuel à la formation

Au 31 décembre 2009, le capital temps de formation acquis par les salariés de l'entreprise au titre du D.I.F., institué par la loi 2004-391 du 4 mars 2004, s'élève à 20 730 heures. Les demandes de formation sur ce crédit ont représenté 7 heures sur l'exercice 2009.

# Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2009

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SEMMARIS S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et des principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### 2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants: la note 3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissement et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris La Défense et Lagny-sur-Marne, le 8 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit *Département de KPMG S.A.* Philippe Arnaud *Associé* 1, cours Valmy 92923 Paris La Défense Cedex Jean Pierre TOMSIN 38-40, rue du 27 août 1944 77403 Lagny-sur-Marne

# **SEMMARIS**